COMMISSION INTERNATIONALE
DE LIAISON OUVRIÈRE (C. I. L. O).

Edition française

Edition française : Georges YVERNEL, 16, rue du Commerce, Paris (15e)
Edition allemande : Sveriges Arbetares Centralorganisation, Sveavägen 98, Stockholm Va, Suède
Edition espagnole : Progreso ALFARACHE, Avenida Tamaulipas 170 A, Mexico 11 DF.

Pour que l'internationalisme
soit une pratique

C. I. L. O

NOVEMBRE 1964

N° 30

Il est demandé, en cas de reproduction, de mentionner l'origine (C.I.L.O.) et d'envoyer deux justificatifs.
Ce bulletin ne peut être vendu. Les textes peuvent être reproduits sans autorisation.

S O M M A I R E

I - Lettre de France

II - Notes Russes

III - L'Internationalisme c'est la Paix

IV - Afrique du Sud: l'Umkonto et la politique du sabotage

V - Lettre du Chili

VI - Lettre du Mexique

VII - Lettre du Brésil

VIII - Congrès de la S.A.C.

IX - André GERMAIN

X - Bibliographie

Lettre de France

Coloration de la mosaïque syndicale en cet automne 64 - La préparation du 5ème Plan et la réduction du temps de travail. Quelques perspectives politico-syndicales.

La France n'est certes pas le centre du monde, comme le croient beaucoup de Français et, en premier lieu, le président de grande taille qu'ils ont accepté et qui prétend incarner la France toute entière. Mais, par sa situation politique et économique et par sa mosaïque des partis et des syndicats, la France gaulliste est un curieux carrefour des courants qui traversent le monde d'aujourd'hui. C'est sans nul doute très intéressant d'observer, au pouvoir, le jeu d'un homme d'un autre âge, tout pénétré de nationalisme et de tradition catholique, et occupé à résoudre les problèmes d'aujourd'hui avec une idéologie d'hier. C'est d'autant plus intéressant que l'opposition des anciens partis est incapable de présenter un programme cohérent, une autre réponse aux problèmes réellement posés, et que, de ce fait, De Gaulle, le général providentiel, apparaît - non pas comme le réformateur moderne - mais comme l'homme de la stabilité.

Il y a des moments où le peuple, toutes les classes du peuple, demandent surtout de la stabilité. Ils en demandent, tant que "cela ne va pas trop mal". Même si "cela ne va pas très bien", ils craignent un changement qui pourrait faire que "cela aille plus mal encore". Le moment vient, tôt ou tard, où le besoin de changement l'emporte sur le désir de tranquillité. Le seuil ne paraît pas encore atteint en cet automne 64.

En ce moment, en France, tout le monde travaille ou à peu près. Il y a même une insuffisance relative de main-d'oeuvre qui se manifeste par l'appel aux ouvriers des pays européens moins développés ou des pays africains. Il y a des "bidonvilles" portugais aux portes de Paris et des quartiers peuplés surtout de Nord-Africains auxquels sont réservées les tâches les plus dures, dans le bâtiment et les travaux publics notamment. Pour tout le monde, Français et étrangers, les journées de travail sont longues (la semaine légale de 40 heures n'est pas respectée) et les salaires, pour une grande partie du prolétariat manuel et semi-intellectuel, sont encore faibles. La moitié au moins des travailleurs en France ne gagnent pas l'équivalent de I20 ou I50 dollars par mois. Mais il y a une importante classe moyenne salariée, base de la stabilité, et une couche supérieure dirigeante, faussement salariée, en fait grande consommatrice et gaspilleuse de la plus-value produite par les vrais salariés. C'est sans doute une caractéristique des pays industriels d'aujourd'hui, quel que soit le régime politique qu'ils affirment.

Quelle est donc la situation sur le front social en France, en cette fin d'année 64, avant-dernière du 4ème Plan ? On constate encore une relative stabilité . C'est chez les paysans que l'agitation est la plus grande, après la fixation du prix du lait à un taux jugé insuffisant. Mais, en France, comme ailleurs, la paysannerie n'est pas homogène, bien qu'elle le soit peut-être davantage que dans d'autres pays. Il y a quand même des "gros" et des "petits" et il arrive que ceux-ci luttent pour ceux-là. Cependant, le mécontentement paysan pourrait être un des facteurs qui feront pencher la

balance du côté du "changement" et qui détérioreront la fameuse "stabilité" gaulliste.

Chez les travailleurs de l'industrie le plan "de stabilisation" a réussi à freiner l'augmentation des salaires nominaux, alors qu'il laissait passer de tous côtés - et en premier lieu du côté des tarifs des services publics - des hausses de prix très sensibles après la rentrée des vacances. La stabilisation s'est aussi manifestée par un ralentissement de l'expansion économique, principalement dans les secteurs de pointe, l'automobile notamment : les travailleurs ont dû subir des réductions d'horaires que ne compensaient que partiellement les fonds de garantie des salaires. L'important secteur de la fonction publique et des industries nationalisées se traîne encore à la recherche d'une égalité de régime avec le secteur privé.

On peut s'étonner, mais on doit constater que, au moins pour le moment, l'action ouvrière, et plus particulièrement l'action syndicale, ne semblent pas répondre en force à cette opération de défense de l'ordre établi.

Mais la politique commerciale du nouveau Premier britannique Wilson pourrait bien venir troubler cette belle ordonnance. N'est-ce pas un symbole que le programme franco-britannique "Concorde" (il concerne la construction en commun d'un avion commercial supersonique) soit remis en question ? La menace est sérieuse pour l'industrie aéronautique française. C'est une réplique du gouvernement de Sa Majesté la Reine d'Angleterre à Sa Majesté le Roi de France ! Comment celui-ci pourrait-il s'en plaindre après la politique anti-anglaise qu'il a menée sur le continent ? Quand on sème du nationalisme, c'est du nationalisme qui pousse.

°

° °

Dans la mosaïque syndicale française, tous les yeux sont actuellement braqués sur la C.F.T.C., la centrale chrétienne qui, au moment où cette lettre paraît, tient un congrès extraordinaire. Il a pour objet le changement des statuts et de la dénomination même de la centrale. Si elle abandonne réellement toute référence chrétienne - mais le fera-t-elle vraiment ? - alors on ne lui voit plus de raison d'exister. En l'absence d'une définition politique ou philosophique, reconnue ouvertement ou observée pratiquement, la pluralité des confédérations syndicales ne se justifie pas. S'il y a trois grandes centrales en France ("grandes" relativement), c'est que la C.G.T., la plus importante, étant dirigée par le parti communiste, tous les militants syndicalistes (vraiment syndicalistes) n'en veulent pas entendre parler.

Beaucoup d'entre eux se sont réfugiés à la centrale Force Ouvrière, laquelle connaît un éventail de tendances allant du syndicalisme révolutionnaire au réformisme... et même au delà. Quant à la centrale chrétienne, C.F.T.C. hier encore, son développement s'expliquait par la montée de l'idéologie et de l'organisation social-chrétiennes que l'on constate dans tous les pays d'Europe Continentale et en Amérique du Sud. Mais si elle n'est plus chrétienne, à quoi sert-elle ?

Cette question, beaucoup de militants syndicalistes la posent et voudraient qu'il lui soit clairement répondu. Le M.S.U.D. (Mouvement pour un syndicalisme Uni et Démocratique), rappelle à cette occasion les principes de base qu'il a établis et qui lui paraissent les conditions d'une unification démocratique du mouvement syndical. Pourquoi la C.F.T.C., débarrassée de son étiquette confessionnelle, n'accepterait-elle pas ces principes ? N'est-ce pas seulement ainsi qu'elle ferait la preuve de la sincérité d'une évolution réelle ? Il est vrai que les dirigeants chrétiens ne cachent pas que ce changement de façade - qui se produit dans le même temps où l'on nettoie les monuments de Paris qui ressurgissent blanchis à neuf - ce changement de décor a pour but d'attirer la masse non-syndiquée, beaucoup plus importante en France que le total des adhérents des trois centrales.

Cette évolution est suivie sympathiquement, appuyée et soutenue par certains militants syndicalistes révolutionnaires. Jusque dans la revue "La Révolution Prolétarienne" - proche de notre Commission Internationale de Liaison Ouvrière - s'expriment des opinions favorables qui voient dans la transformation de la centrale chrétienne le résultat d'une poussée de la base, d'une sorte de "radicalisation". D'autres au contraire - comme Alexandre Hébert, dirigeant bien connu de l'Union "Force Ouvrière" de la Loire Atlantique - la dénonce comme une grande manoeuvre réactionnaire qui a effectivement pour but, derrière une adaptation de surface, "la sauvegarde de la société bourgeoise".

Mais que fait donc, pendant ce temps-là, la C.G.T. à direction communiste ? Elle ne bouge pas beaucoup. Ses chefs ne savent pas dans quel sens bouger. Non seulement ils ont dû soutenir "certains aspects positifs" de la politique extérieure du Général de Gaulle, mais le coup de théâtre de l'élimination de Krouchtchev les a désemparés. Il faut reconnaître qu'ils ne l'attendaient pas plus que nous, et probablement un peu moins. Comment voulez-vous mener une politique, même pour une semaine, quand de tels évènements menacent chaque jour de vous tomber dessus et quand il faut prendre de tels virages non signalés ? Il sera certes intéressant de suivre, dans les jours qui viennent, l'évolution du monde dit "socialiste" et ses répercussions sur la démarche cahotante du parti communiste français et de sa filiale, la C.G.T.

°

° °

Le néo-capitalisme français est planiste, chacun le sait. Il paraît même que le gouvernement gaulliste tire, à l'extérieur, beaucoup de prestige de sa planification souple. Les travailleurs français aimeraient mieux en tirer une croissance réelle de leur niveau de vie et une amélioration réelle de leur genre de vie, par la réduction du temps de travail par exemple. De ce point de vue, le 4ème Plan qui s'achève ne leur a apporté que peu de satisfaction, surtout que, dans sa phase terminale, il se trouve amendé par " le plan de stabilisation" qui a pour but et pour résultat de réduire la consommation ouvrière. Les dépenses de prestige sont prioritaires.

Le 5ème Plan, en préparation, doit embrasser la période quinquennale 1966-70. M. Pierre Massé, commissaire général au Plan, vient d'en exposer les lignes directrices. Il a dû tenir compte, bien entendu, des "options"

politiques du pouvoir gaulliste : une orientation des investissements qui - comme en d'autres pays classés jusqu'ici "dans l'autre camp" - sacrifie les intérêts des travailleurs et consommateurs à des "réalisations" de grandeur et de puissance illusoires. C'est ainsi, notamment, qu'il est prévu que les dépenses militaires augmenteront de 35 % pendant ces cinq années, alors que le taux général d'expansion ne serait que de 28 % (notons aussi que ces mêmes dépenses militaires avaient augmenté de 63% au cours du 4ème Plan !)

Si le taux de croissance est dépassé pour les investissements non productifs (et, par conséquent, inflationnistes), il faut donc qu'il soit abaissé pour les investissements utiles, la construction de maisons et les écoles particulièrement. En outre, on freinera l'expansion du côté du pouvoir d'achat des travailleurs et on se montrera très "prudent" du côté de la réduction du temps de travail, la peine des hommes restant, tout compte fait, la meilleure source d'énergie exploitable.

Dans l'Europe du Marché Commun, la France est le pays où les ouvriers ont, en moyenne, les plus longues journées de travail. Les 48 heures par semaine sont la règle, beaucoup plus que les 40 heures légales. Elles sont même souvent dépassées. Les salaires, relativement bas, que nous avons évalués ci-dessus sont pourtant le résultat de ces heures supplémentaires payées plus cher : sans elles, les salaires tombent d'un seul coup à un niveau guère supérieur à celui du minimum garanti.

Cependant la réduction du temps de travail est la revendication ouvrière dominante dans tous les pays industrialisés. Elle est posée sous tous ses aspects : réduction des heures de travail dans la journée (les experts eux-mêmes reconnaissent que la productivité baisse quand la journée s'allonge); réduction du temps de travail dans la semaine (deux jours de repos consécutifs); réduction du temps de travail dans l'année (vacances payées); réduction du temps de travail socialement nécessaire dans la vie de l'homme producteur (accroissement de la durée de la scolarité; avancement de l'âge de la retraite). Le progrès technique, l'expansion industrielle doivent avoir ce premier résultat : diminuer la peine des hommes au travail. Sont-ils oui ou non, un facteur de progrès social, ou bien un moyen perfectionné de l'exploitation des hommes ?

Les experts du 5ème Plan français posent très timidement et avec beaucoup de réserves cette question de la réduction de la durée du travail. C'est aux syndicats de la poser avec fermeté, d'organiser la lutte contre les longues journées, d'opposer cette condition primordiale à tout programme dit "de développement" et d'expansion industrielle. La fatigue des travailleurs doit entrer dans le calcul du coût de production. Les syndicalistes révolutionnaires espèrent - et ils font tout ce qui est en leur pouvoir - pour que, sur cette revendication sociale fondamentale, viennent buter les planistes de tous les modèles, les technocrates gaullistes comme leurs successeurs éventuels.

o

o o

La succession est-elle ouverte ? Il ne semble pas. Sur le plan parlementaire, les troupes sont sûres. Après le débat agricole, le gouvernement de De Gaulle vient de garder encore une confortable majorité. D'ailleurs, comme l'a fait remarquer le premier ministre Pompidou, cette opposition parlementaire est composée de morceaux disparates dont la réunion n'est que circonstancielle. Dans le pays, la campagne pour la future élection présidentielle ne passionne que peu de monde. Il faudrait, d'ici là, un évènement intérieur ou extérieur qui n'est nullement improbable, mais qui est, pour le moment, imprévisible.

Ce sont les syndicats qui devraient être à la tête - non pas de l'opposition politique - mais de la véritable opposition de classe. En fait, ce sont eux, qu'ils soient ouvriers ou paysans, qui ont seulement lutté, en combat fractionné, contre le pouvoir. Les seules difficultés intérieures que De Gaulle ait connues, il les a eues de ce côté-là. Mais le mouvement syndical ouvrier français, dans l'une ou l'autre de ses fractions, a été jusqu'ici incapable d'opposer au pouvoir, à celui-ci, comme au successeur éventuel, un programme ouvrier d'ensemble, un contre-plan. Pourquoi les différentes centrales syndicales françaises ne le font-elles pas, en y joignant l'agitation publique nécessaire ? Parce qu'en fait - même quand elles se "radicalisent" en parole - elles n'ont pas l'idée d'un mouvement ouvrier autonome. Disons le mot : parce qu'elles ne sont pas indépendantes.

Mais le dernier mot n'est pas dit. La spontanéité ouvrière nous a réservé déjà, en France et ailleurs, bien des surprises. Le rôle des syndicalistes révolutionnaires, en France et ailleurs, c'est, en s'appuyant sur elle, de donner une structure à ces pressions ouvrières, à ces "contestations" continuelles pour employer le mot à la mode dans le réformisme syndical actuel. Ils poursuivront leur effort par une action constante dans les syndicats, et à l'extérieur des syndicats. Ce qu'on appelle parfois "l'anarcho-syndicalisme" et qui n'est pour nous que le syndicalisme ouvrier indépendant, renaît sans cesse sous les pas mêmes des gouvernements, quelles que soient leurs formes et leurs prétentions sociales. Son avenir est plus grand que le leur.

Jean ROYER

31 Octobre 1964

N O T E S R U S S E S

(Les notes suivantes reflètent les impressions retirées de conversations avec diverses personnes venues récemment de Russie; ces opinions ont été confrontées avec les données fournies par les journaux russes qui ont subi le contrôle de la censure officielle; ainsi se trouve éliminé le risque d'erreurs d'information marquées par un esprit antigouvernemental passionné).

... Tant de traits de la vie ouvrière attirent l'attention ici; mais ils sont tous marqués au coin d'une sorte de nonchalance morne dès qu'il s'agit de prendre des mesures facilitant l'existence des travailleurs. Ceci se manifeste surtout en ce qui concerne la prévention des accidents dans l'industrie.

Sécurité au travail

Il existe à ce sujet quantité d'informations provenant des bassins houilliers du Donets qui continuent à jouer un grand rôle dans l'ensemble de l'industrie minière. Ce qui frappe c'est la méfiance souvent justifiée, qui se montre dans cette région du pays envers les instituts scientifiques et les directions des trusts quand ceux-ci annoncent des recherches savantes en matière d'accidents de travail.

C'est ainsi qu'il existe dans la ville de Makéevka, comptant plus de 350.000 habitants, un très grand institut de recherche scientifique dont les collaborateurs affirment qu'il se consacre plus spécialement à la question de la prévention des accidents dans les charbonnages. Ses investigations orientées vers les éboulements imprévus de la houille et les dégagements brusques des gaz dans les mines se poursuivent depuis plusieurs années sans aboutir à aucun résultat dans la pratique.

Il y avait eu des propositions de recourir comme prévention à des sondages préalables. Pour effectuer ceux-ci, il fallait utiliser des sondeuses. Il semble, d'après des renseignements recueillis, que plusieurs constructeurs et ingénieurs ont établi d'excellents modèles de ces machines. Mais les mineurs assurent ne pas en avoir vu utiliser dans les mines, et, ils ont établi que longtemps encore, ou n'en fabriquera pas,

Il se trouve que le grand établissement des Constructions Mécaniques de Gorlovka a juste réalisé à titre d'essai trois de ces sondeuses à employer dans les couches de houille de faible déclivité; ces machines étaient prévues juste pour des expériences; l'usine a tout de suite arrêté là-dessus cette fabrication.

Le Conseil économique de la région de Donetsk, le "Sovnarkhoze", comme on l'appelle ici, a alors tourné son attention vers des sondeuses d'un autre type; il a chargé la même usine de fabriquer ces engins, il y a de cela dix-huit mois. Puis se ravisant brusquement, la direction économique aiguilla cette commande vers une entreprise de la région de Lougansk; il n'y a pas après un an et demi d'indications quant à l'exécution de ces sondeuses; or il règne

de grandes inquiétudes à ce sujet, car l'établissement en question n'a ni expérience ni équipement pour la fabrication de ce matériel.

La peine des hommes

Mais pas plus que pour la prévention des accidents importants, les trusts d'Etat n'élaborent pas de procédés pratiques pour améliorer les conditions quotidiennes de travail dans les charbonnages.

Il semble pourtant, d'après des témoignages de fonctionnaires occupés dans une centrale chargée d'élaborer les projets de construction des mines, toujours dans le Donets, plus exactement au "Donguiprochakht", que l'on annonça, il y a trois ans de cela, la mise à l'étude dans 50 houillères de la région des moyens de lutter contre la poussière régnant dans les tailles où l'on abattait le charbon. C'est seulement deux ans après que des engagements furent pris pour enfin réaliser effectivement ces procédés de lutte dans 28 puits du combinat "Les Charbons du Donets" / Donetsougol/ et dans I7 autres puits du trust d'Etat, "Les Charbons d'Artiom" / Artiomougol/.

Mais là encore la montagne accoucha d'une souris. Les travaux de réalisation ne furent mis en exécution que dans un seul charbonnage, à la fosse N° I3 du trust d'Etat, "Les Charbons des Soviets" /Sovietskougol/; les promesses des directions furent grandiloquentes; au moins cette mine unique serait la seule modèle pour le dépoussiérage aussi bien en ce qui concerne les poussières de houille que celles du roc. Pourtant là non plus rien ne fut réalisé; cette initiative en resta au stade du souhait. °)

Voici un autre exemple du sans-gêne avec lequel les ouvriers russes sont traités par les directions des trusts d'Etat; il concerne une tout autre catégorie de travailleurs, celle des ouvriers du livre et il a été signalé dans une autre région de la Russie, près de la ville de Tchékhov, relativement près de Moscou, à une soixantaine de kilomètres de la capitale.

Il se trouve qu'il y a cinq ans déjà on y a commencé la construction d'une imprimerie géante qui doit occuper 4000 ouvriers hautement qualifiés; seulement il se fait que le travail s'y effectue à une allure de tortue. Déjà à deux reprises il a fallu ajourner la mise en route de l'entreprise. La dernière décision annonçait que les premiers ateliers fonctionneraient en I964.

Or lorsque l'on visite actuellement ce chantier on constate que sur les 38 corps de bâtiment prévus, il n'en est pas un seul qui soit achevé; les travaux qui restent à faire ne peuvent être considérés comme secondaires : alimentation en carburants, établissement des lignes électriques amenant le courant, amener les conduites d'eau, installer les égouts, aménager le territoire environnant l'usine; restent à faire encore aussi les travaux du second oeuvre pour achever les corps du bâtiment.

°) On peut vérifier l'existence de ces faits en lisant le Troud, organe de la centrale syndicale officielle russe, paraissant à Moscou et daté du I6 Mai I964.

Les routes conduisant à ce chantier ne sont réalisées que dans une proportion de IO %. Aussi, les pluies automnales vont détremper la terre au point qu'il sera impossible d'atteindre les immeubles en construction. La direction avait bien pensé à établir une voie ferrée d'embranchement;mais bien que la longueur de celui-ci n'ait qu'une distance de quinze cent mètres, il se trouve qu'il n'a pu être achevé en y travaillant durant cinq ans ! Mais les machines à utiliser dans les arts graphiques ont été amenées au pied des bâtiment inachevés et déchargées à ciel ouvert, où elles traînent presque sans surveillance, rouillant et perdant toute valeur. Il y a là un cimetière de machines précises, toutes neuves, n'ayant jamais servi, provenant non seulement des usines russes, mais aussi fabriquées à l'étranger, c'est-à-dire payées avec un change onéreux; l'ensemble de ce dépotoir de mécanismes a été payé deux millions sept cent mille roubles.

En outre, la direction dudit combinat avait engagé quantité de travailleurs du livre, parmi lesquels des apprentis, mais aussi des ouvriers ayant occupé des emplois très qualifiés et ayant des charges de famille. Or, ceux-ci ne peuvent commencer à travailler et ils écrivent des lettres déchirantes. En effet, la direction a envoyé une partie d'entre eux à travailler comme débardeurs; quant aux autres, elle les a dirigés vers des fermes d'élevage de volaille, Mais ces métiers étant nouveaux pour eux, ces travailleurs sont payés au tarif des apprentis, c'est-à-dire à 39 roubles par mois, ce qui constitue moins de la moitié du salaire moyen d'un ouvrier industriel.°)

Que peuvent bien faire les ouvriers en face de cette incurie ? Rien que le fait de parler de grèves entraînerait pour eux l'accusation de manquer de conscience communiste, crime grave. Alors, ils changent de mine ou d'usine espérant trouver des conditions meilleures; ou bien ils écrivent des espèces de pétition, des lettres à des journalistes appuyées par des centaines de signatures.

Ceci par exemple s'est produit dans la bourgade minière de Grabovo, à proximité d'Amvrossievsk, toujours dans le bassin du Donets. Dans cette localité, seulement la moitié se sont décidés à signer la pétition. Et encore ils ne le firent qu'après plus de deux ans de souffrances. Il se trouve qu'ils doivent tous les jours parcourir "seulement", comme ils disent, six kilomètres à pied et par tous les temps pour se rendre à leur travail. Non seulement il n'a pas été prévu d'autocars, ou au moins de camions pour les transporter; on n'a même pas établi de chemin praticable; en automne, ces travailleurs pataugent dans la boue jusqu'au genou. Il y a deux ans les autorités manifestèrent enfin quelque attention envers ce problème; quelques travaux commencèrent pour tracer cette voie; mais l'administration territoriale fit remarquer que par suite d'un réaménagement officiel la bourgade avait changé de district; et les travaux furent arrêtés.

La lettre pétition des mineurs se terminait par un appel naïf et touchant : "Aidez-nous !" °)

°) Ces faits sont confirmés par le journal "Sovietskaïa Koultoura" / Culture soviétique / paraîssant à Moscou, organe du Ministère de la Culture et du Comité central du syndicat des travailleurs culturels, daté du 22 août I964.

°) On peut trouver une confirmation de ces faits dans le Troud daté du 25 août I964.

Alimentation de masse

Parallèlement à l'indifférence qui se marque dans les faits exposés ci-dessus et qui illustrent les conditions régnant dans les lieux de production, voici une situation qui montre avec quelle négligence est envisagé le problème de l'alimentation des ouvriers.

Les choses se passent dans les environs de la célèbre ville d'ex-Stalingrad, actuellement dénommée Volgograd; cette cité est exclue des itinéraires fixés habituellement obligatoirement pour les touristes d'Occident; mais des ingénieurs français, allemands, italiens ont été parfois appelés par leur travail sur les immenses chantiers entourant la ville et sont ainsi à même de contrôler la véracité des témoignages.

Ainsi l'immense construction du "Voljsky khimitchesky combinate",/ Combinat chimique de Voljsk/ pour créer un énorme établissement d'industries chimiques, s'étend sur I2.000 hectares de superficie; on imagine quelle fourmilière d'ouvriers y est occupée. Or le nombre de cantines qui y a été créé atteint juste la moitié de celui prévu par les règlements officiels. Cette conception de ne satisfaire que la moitié des travailleurs, en ce qui concerne leurs nécessités les plus élémentaires, se manifeste exactement de la même façon à l'usine contigue de pneus et à l'établissement adjacent fabriquant du caoutchouc artificiel.

Ainsi donc normalement seul un ouvrier sur deux peut s'alimenter dans les cantines de l'usine. Mais même pour ceux qui y pénètrent il est rare qu'ils puissent manger des légumes et du poisson; ceci se passe au bord de la Volga, célèbre autrefois comme fleuve poissonneux.

En plus de cette pénurie, il se fait que de nombreuses cantines manquent de récipients dans lesquels les ouvriers pourraient manger. Ceci empêche la distribution des aliments au point que quelques unes des cantines ont été obligées d'interrompre le service durant les heures prévues pour le repas. Dans plusieurs locaux de répartition, il est impossible de réchauffer les aliments; on n'y trouve même pas d'eau chaude.

A côté de ce manque de récipients, il n'y a pas non plus en suffisance de tables et de chaises; aussi quantité d'ouvriers mangent-ils debout.

On se demandera que font les syndicats en présence de ceci. La question a été posée. Il est établi que depuis deux ans ni le comité d'usine ni le comité de chantier au cours des deux dernières années n'ont jamais discuté des problèmes de l'alimentation des travailleurs. °)

°) Faits vérifiables en consultant la revue "Soviétskié Profsoyouzy"/Syndicats soviétiques/ N° I2 de I964, bimensuel paraissant à Moscou.

Ces quelques aspects de l'existence des prolétaires dans le Sud et à l'Est de la Russie d'Europe, ainsi que dans la région de Moscou, nous les montrent désarmés tout autant devant le fléau des accidents pour les mineurs qu'en présence de l'imposition aux imprimeurs de besognes de manoeuvres en dehors de leur métier; puis se détachant sur ce fond le tableau d'une main-d'oeuvre se disputant les gamelles dans les cantines et avalant à la hâte la pâtée debout sur les lieux mêmes où, il y a un peu plus de vingt ans, leurs aînés se faisaient massacrer par dizaines de milliers, croyant avoir un sort meilleur comme récompense de leurs efforts surhumains.

P E T R O V

L'INTERNATIONALE C'EST LA PAIX

LE NATIONALISME C'EST LA GUERRE.

En I848, le "Manifeste Communiste" lançait son célèbre appel : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Seize ans plus tard, en I864, était fondée la Première Internationale Ouvrière.

C'est le 28 Septembre de cette année-là, au cours d'un meeting international tenu à Londres en solidarité avec l'insurrection polonaise écrasée par le tsarisme russe, que fut décidée la création d'une organisation internationale des travailleurs. L'ouvrier Tolain, au nom de la délégation française, lut une adresse dans laquelle était proclamée la nécessité d'une entente internationale des travailleurs. Cette proposition ayant été acceptée, le meeting nomma immédiatement un comité chargé de rédiger les règlements d'une association internationale. Le Ier Novembre I864, le comité avait achevé son travail et adopté à l'unanimité une adresse inaugurale, un préambule et les statuts.

Quatre principes fondamentaux sont à la base de la création de la Première Internationale.

1°) L'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes;

2°) L'émancipation économique des travailleurs est le grand but au service duquel doit être tout mouvement politique;

3°) La conquête du pouvoir politique par les travailleurs et son utilisation pour créer un mode de production basé sur l'association et la coopération de tous les travailleurs;

4°) La solidarité internationale des travailleurs des différents pays sans laquelle leur affranchissement est impossible.

Tels étaient les principes fondamentaux de la Première Internationale. On y voit la liaison, la solidarité entre l'émancipation des travailleurs et le caractère nécessairement international de cette émancipation. Cette idée-force de la solidarité internationale des travailleurs dans la lutte pour leur émancipation, nous la trouvons renforcée dans le préambule des statuts de la Première Internationale qui affirme : "Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leurs concours théorique et pratique.

La Première Internationale a été fondée parce que des travailleurs conscients avaient compris que l'émancipation totale des travailleurs n'était pas possible sans la solidarité internationale. "L'expérience du passé, est-il

dit dans l'adresse inaugurale, nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les inciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées."

L'oubli de ces liens fraternels, les travailleurs l'ont payé de deux guerres mondiales et, aujourd'hui, ils le paient avec le spectre permanent d'une troisième guerre mondiale et des sacrifices qu'elle leur imposent.

Certes depuis la fondation de la Première Internationale les travailleurs ont réussi, grâce à leur organisation et à leur lutte, à améliorer leur niveau de vie et leurs conditions de travail. Mais cette amélioration est bien peu de chose à côté des progrès gigantesques de la production et surtout des possibilités de production que la technique et la science offrent à l'homme. La raison en est qu'une grande partie de cette production est consacrée aux armements croissants que chaque nation veut avoir pour faire face à la prochaine guerre toujours possible. En outre, une grande part de production et de force de travail est gaspillée dans les formalités douanières et policières que nécessite la sauvegarde des frontières. Enfin une partie non moins importante de la production est gaspillée dans la concurrence que les nations se font mutuellement pour conquérir les débouchés. A cela il faut ajouter le gaspillage qui résulte du protectionnisme que pratiquent toutes les nations pour faire survivre des modes de production archaïques ou des productions coûteuses jugées nécessaires pour la sauvegarde de la souveraineté nationale.

Si la somme de ces gaspillages de production et de force de travail, consacrée à la lutte - militaire ou économique - des hommes entre eux, était consacrée à leur bien-être, le niveau de vie et les conditions de travail des peuples seraient bien meilleurs qu'ils ne le sont.

Etant donné que toute production est le fruit du travail on peut se rendre compte du tribut que les travailleurs paient pour avoir oublié la solidarité internationale. Tribut qui va croissant et au bout duquel apparaît le spectre de la plus terrifiante des guerres.

Là n'est pas la seule conséquence de cet oubli. L'égoïsme national, qui s'est emparé du mouvement ouvrier, lui a fait oublier que "l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national", mais universel. Le résultat est que les travailleurs, avec leur sort amélioré, sont toujours sous la dépendance du capital et dans la mesure où ils sont sortis ce n'a été que pour tomber sous la dépendance de l'Etat.

Aujourd'hui, cent ans après la fondation de la Première Internationale, les travailleurs sont organisés dans tous les pays et dans tous les pays ils ont su conquérir des améliorations. Mais leur horizon international est bouché. Au lieu de lutter pour abattre les frontières qui les divisent et, par conséquent, les affaiblissent, ils restent indifférents à ce problème sans se rendre compte que les sacrifices qu'ils doivent faire sont la rançon de la sauvegarde de ces frontières.

Aujourd'hui le problème n'est plus, comme l'écrivait Marx dans l'adresse inaugurale, une "querelle entre la loi aveugle de l'offre et la demande, qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise, et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière". Aujourd'hui, où dans tous les pays on s'est engagé ou on s'engage de plus en plus dans une économie organisée et planifiée dans l'intérêt de la puissance nationale, qui est la base de la politique économique des gouvernements nationalistes, et une économie organisée et planifiée dans l'intérêt du bien-être des travailleurs. Or, cette politique économique, qui doit être celle des travailleurs, n'est pas possible sans l'abolition des frontières et l'organisation internationale du travail.

Dans un monde divisé en nations souveraines, à partir du moment où la production est organisée et planifiée à l'échelle nationale alors que la concurrence règne à l'échelle mondiale, la politique économique de chaque nation est nécessairement orientée vers le développement de sa puissance pour s'assurer la prédominance sur le marché mondial. Telle est l'orientation de la politique économique des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., de la Chine. Telle est la politique qui inspire le général de Gaulle, que pratiquent l'Allemagne fédérale, l'Angleterre, le Japon. Si les autres puissances sont moins catégoriques dans cette voie, c'est parce que leur faiblesse ne leur permet pas d'avoir une prétention de grande puissance. Cette recherche de la puissance pose à l'intérieur de chaque nation le problème du choix entre investissement et consommation, ce qui favorise le développement des régimes autoritaires plus en mesure d'imposer des sacrifices à la consommation. Elle crée dans le monde un état de tension permanente qui favorise le développement des nationalismes, dont le phénomène Goldwater est un symptôme inquiétant. Et au bout de cela il y a le spectre de la guerre, de la guerre toujours possible, et pour l'éventualité de laquelle il faut faire des sacrifices. Telle est la raison de la force de frappe.

S'il n'y avait pas tous ces sacrifices faits sur l'autel de la souveraineté nationale, si les travailleurs voudraient se rappeler les principes de solidarité internationale qui ont inspiré la création de la Première Internationale des Travailleurs, non seulement le spectre de la guerre disparaîtrait, mais il serait possible d'éliminer la misère qui règne encore dans le monde et de consacrer toutes les ressources de la technique, de la science et de l'intelligence humaine au bien-être de tous.

Dans le premier de ses considérants, la Première Internationale a proclamé "que l'émancipation des travailleurs doit être l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs."

Que les travailleurs n'attendent pas un messie, un chef ou un leader qui sera inévitablement pour eux un nouveau maître. Qu'ils se mettent à la tâche eux-mêmes.

Qu'ils ne s'enferment pas dans un égoïsme de privilégiés parce qu'ils sont dans une entreprise, dans une industrie ou dans un pays favorisé , qu'ils songent aux travailleurs des industries ou des pays défavorisés

et se mettent à la tâche pour établir " les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous ".

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale une génération nouvelle de travailleurs a grandi. C'est elle qui doit revivifier un mouvement ouvrier un peu trop bureaucratisé et enveloppé par des professionnels qui ont fait du syndicalisme et du socialisme un métier comme le clergé a fait un métier de la religion.

Pierre RIMBERT

AFRIQUE DU SUD : L'UMKONTO

et la POLITIQUE de SABOTAGE

Nous publions ici quelques extraits du discours prononcé par Nelson MANDELA au cours du procès de Rivonia, qui s'est terminé en mai I964 par la condamnation à la prison à vie de huit hommes, parmi lesquels quelques-uns des principaux dirigeants de l'African National Congress (A.N.C. , la plus importante organisation politique africaine en lutte contre le régime de l'apartheid).

Sur ce procès, on pourra se reporter au n° 29 du Bulletin de la C.I.L.O. (Juin I964) aux pages 4 et 5.

MADELA appartient au groupe des dirigeants sud-africains qui se sont formés dans les années 40 au sein de la Ligue des Jeunes de l'A.N.C.

Sous l'impulsion de ce groupe, et à la suite de l'échec de son action non-violente, l'A.N.C. a adopté une nouvelle politique : le sabotage, préparant éventuellement à la Guerilla.

Le discours de MANDELA a une très grande importance car, en même temps qu'il constitue, pour le monde en dehors de l'Afrique du Sud, la première proclamation de la nouvelle politique de violence, il donne une analyse lucide de sa genèse et de ses perspectives. Y sont traités des problèmes qu'affronte tout mouvement de libération nationale : rapports entre la lutte armée et l'action politique, attitude à l'égard des communistes.

(Le texte complet de ce discours (1 F.) a été publié par le

Comité Anti-Apartheid.

S'adresser à :

Henri STERN B.P. I6

ISSY (Seine) - C.C.P. Paris 2069322)

.....

MANDELA DEVANT LE TRIBUNAL DE PRETORIA

Je suis le premier accusé.

J'ai une Licence ès-Lettres, et, pendant plusieurs années, j'ai exercé la profession d'avocat à Johannesburg en association avec Olivier TAMBO. Je suis un condamné à la prison faisant cinq ans pour avoir quitté le pays permis et pour avoir incité des gens à faire grève à la fin du mois de mai I96I.

J'admets immédiatement que je suis un de ceux qui ont contribué à former l'Umkonto We Sizwe (Fer de Lance de la Nation), et que j'y ai joué un rôle important jusqu'à mon arrestation en Août I962.

Moi, et les autres qui mirent sur pied l'organisation, le fîmes pour deux raisons. Premièrement, nous croyions que, comme résultat de la politique du Gouvernement, il était devenu inévitable que le peuple africain s'engage dans le sabotage, et qu'à moins qu'une direction responsable fut donnée pour canaliser et contrôler les sentiments de notre peuple, il y aurait des éclats de terrorisme qui créerait entre les races de ce pays une amertume et une hostilité telles que la guerre elle-même n'en produit pas. Deuxièmement, nous avions le sentiment que sans violence, il n'y aurait pas de voie ouverte au peuple africain pour faire aboutir son combat contre le principe de la suprématie blanche. Tous les modes d'opposition légale à ce principe ont été interdit par le Gouvernement, et nous avons été mis dans une situation où il nous fallait ou bien accepter un état permanent d'infériorité, ou bien défier le Gouvernement. Nous avons décidé de ne plus obéir à la loi. Nous avons d'abord enfreint la loi d'une façon qui évitait tout recours à la violence; alors cette forme d'action fit l'objet d'une nouvelle législation; et quand le Gouvernement en vient à la démonstration de force pour réprimer toute opposition à sa politique, alors seulement nous décidâmes de répondre à la violence par la violence.

La Cour a peut-être du mal à le comprendre, mais c'est un fait que depuis un certain temps, le peuple parle de violence, du jour où il combattrait l'Homme Blanc et regagnerait son pays, et nous les dirigeants de l'A.N.C. avons toujours fait prévaloir notre point de vue d'éviter la violence et de poursuivre les méthodes pacifiques. Quand certains de nous discutèrent la question, on ne pouvait nier que notre politique d'établir un Etat non-racial par la non-violence n'avait rien établi du tout, et que nos partisans commençaient à perdre confiance dans cette politique et à développer d'inquiétantes idées de terrorisme.

On ne doit pas oublier qu'à cette époque la violence était devenue un des traits caractéristiques de la scène politique sud-africaine. Il y eut violence en I957 lorsque les femmes de Zeerust reçurent l'ordre de porter des laisser-passer; il y eut violence en I959 quand les gens de Cato Manor protestèrent contre les descentes de police à propos des laisser-passer; il y eut violence quand en I960 le Gouvernement tenta d'imposer les Autorités Bantoues dans le Pondoland. Trente neuf Africains trouvèrent la mort dans les troubles du Pondoland. Il y eut violence en I958 quand on imposa les sélections de

bétail dans le Sekhukhuniland. En I96I il y eut des désordres à Warmbaths, et pendant toute cette période, le Transkei a été le lieu de troubles permanents. Chaque désordre montrait clairement la montée inévitable parmi les Africains de l'idée que la violence serait la seule solution - il montrait qu'un gouvernement qui utilise la force pour maintenir son pouvoir apprend aux opprimés à se servir de la force pour lutter contre lui. Déjà, des petits groupes s'étaient formés dans les régions urbaines et faisaient spontanément des plans pour un type violent de combat politique. Le risque apparaissait que ces groupes adoptent le terrorisme contre les Africains de même que les Blancs, si ils n'étaient pas bien dirigés. Particulièrement inquiétant était le type de violence s'étant produit dans les endroits comme Zeerust, le Sekhukhuniland et le Pondoland, entre Africains. Cela prenait de plus en plus la forme non pas d'un combat contre le gouvernement - quoique c'en avait été l'origine - mais le combat civil entre les Chefs pro-gouvernementaux et ceux qui les opposaient, conduit de telle façon, qu'il n'y avait rien à en espérer, d'autre, qu'amertume et perte de vies.

Au début de Juin I96I, après une longue et anxieuse évaluation de la situation sud-africaine, moi-même et quelques collègues arrivâmes à la conclusion que, comme la violence dans ce pays était inévitable, il serait irréaliste et faux pour les dirigeants africains de continuer à prêcher la paix et la non-violence en un temps où le Gouvernement répondait à nos demandes pacifiques par la force.

Nous n'arrivâmes pas facilement à une telle conclusion. Ce fut seulement quand tout le reste eût échoué, quand tous les moyens de protestation pacifique nous eurent été barrés que la décision fut prise de s'embarquer dans les formes violentes d'action politique et de constituer l'Umkonto We Sizwe. Nous le fîmes sans l'avoir désiré, et parce que le Gouvernement ne nous laissait pas d'autre choix. Dans le Manifeste de l'Umkonto publié le 16 Décembre I96I, nous disions :

> " Le temps arrive dans la vie de toute nation où il ne reste plus
> " que deux choix possibles - se soumettre ou combattre. Ce temps
> " est arrivé pour l'Afrique du Sud. Nous ne nous soumettrons pas et
> " nous n'avons pas d'autre possibilité que de riposter par tous les
> " moyens dont nous pouvons disposer pour défendre notre peuple,
> " notre avenir et notre liberté. "

Telle était notre attitude lorsqu'en Juin I96I, nous décidâmes de pousser le Mouvement de Libération Nationale à changer sa politique. Je peux dire seulement que je me sentais moralement obligé de faire ce que j'ai fait.

Nous qui avons pris cette décision, entreprîmes de consulter les dirigeants de différentes organisations, y compris l'A.N.C. Je ne dirai pas à qui nous avons parlé ou ce qui nous a été répondu, mais je voudrais traiter du rôle de l'African National Congress dans cette période du combat, et de la politique et des objectifs de l'Umkonto We Sizwe.

En ce qui concerne l'A.N.C. , il se forma une opinion qui peut être résumée comme suit :

a) - C'était une organisation politique de masse avec une fonction à remplir. Ses membres avaient adhéré sur la base expresse d'une pratique non-violente.

b) - A cause de cela il ne pouvait entreprendre une action violente et ne le ferait pas. Ceci doit être souligné.

On ne peut pas transformer untel corps politique en une de ces organisations petites et formant bloc que demande le sabotage. Ce ne serait pas non plus politiquement correct, car le résultat en serait que les adhérents cesseraient d'accomplir cette activité essentielle : la propagande politique et l'organisation. Il n'était pas permis non plus de changer la nature entière de l'organisation.

c) - D'autre part, vu la situation que j'ai décrite, l'A.N.C. était prêt à abandonner sa politique de non-violence vieille de cinquante ans en ceci qu'il ne désapprouverait plus un sabotage proprement contrôlé. Ainsi les membres qui se lanceraient dans une telle activité ne serait plus l'objet d'une action disciplinaire de l'A.N.C.

Je dis sabotage proprement contrôlé parce que j'avais fait clairement comprendre que si j'aidais à fonder l'organisation, je la soumettrai en toute circonstance aux directives politiques de l'A.N.C., et je n'entreprendrais jamais une forme d'activité différente de celles prévues dans l'accord de l'A.N.C. Je vais maintenant dire à la Cour comment cette forme de violence en vint à être déterminée.

A la suite de cette décision, l'Umkonto fut formé en Novembre I96I. Lorsque nous avons pris cette décision, puis formulé nos plans, l'héritage de l'A.N.C. de non-violence et l'harmonie raciale ne nous quittait pas l'esprit. Nous sentions que le pays allait vers la guerre civile où les Noirs et les Blancs se combattraient les uns les autres. Nous considérions la situation avec anxiété. La guerre civile pouvait signifier la fin de ce que l'A.N.C. défendait; avec la guerre civile, la paix entre les races deviendrait plus difficile que jamais à établir. Nous avons déjà des exemples dans l'histoire de l'Afrique du Sud des résultats d'une guerre. Il a fallu plus de cinquante ans pour que les cicatrices de la guerre d'Afrique du Sud s'effacent. Combien plus faudrait-il pour effacer celle d'une guerre civile entre les races qui ne serait pas menée sans de grandes pertes en vies humaines des deux côtés ?

Le souci d'éviter la guerre civile a dominé notre pensée pendant plusieurs années, mais quand nous avons décidé de faire entrer la violence dans notre politique, nous nous sommes rendu compte que nous aurions peut-être à envisager la perspective d'une telle guerre. Il fallait en tenir compte en formulant nos plans. Il nous fallait un plan souple qui nous permit d'agir selon les besoins du moment; avant tout, le plan devait en être un qui reconnut la guerre civile comme le dernier recours, et remit à plus tard la décision sur ce problème. Nous ne voulions pas être engagés dans une guerre civile, mais nous voulions être prêts si elle devenait inévitable.

Il y a quatre formes de violences possibles. Il y a le sabotage, la guerre de guerilla, le terrorisme et la révolution ouverte. Nous avons choisi d'adopter la première méthode et de l'éprouver à fond avant de prendre aucune autre décision.

A la lumière de nos origines politiques, ce choix était logique. Le sabotage n'implique pas de perte de vie et il permet les meilleurs espoirs pour le futur des relations entre les races. L'amertume serait réduite au minimum et, si cette politique portait ses fruits, un gouvernement démocratique pouvait devenir une réalité. C'est ce que nous nous sommes dit à l'époque et ce que nous avons écrit dans notre Manifeste :

" Nous de l'Umkonto We Sizwe avons toujours cherché à nous libérer
" sans bain de sang ni affrontement civil. Nous espérons, même à
" cette heure tardive, que nos premières actions rendront chacun
" conscient de la situation désastreuse où mène la politique Natio-
" naliste. Nous espérons ramener le Gouvernement et ses partisans
" au bon sens avant qu'il ne soit trop tard, afin que le Gouverne-
" ment et sa politique puissent être changés avant qu'on atteigne
" le moment sans espoir de la guerre civile."

Le plan initial fut basé sur une analyse de la situation politique et économique du pays. Nous pensions que l'Afrique du Sud dépendait largement du capital et du commerce étranger. Nous avions le sentiment qu'une destruction organisée d'usines énergétiques et l'interruption de communications ferroviaires et téléphoniques tendrait à écarter tout capital du pays, à rendre plus difficile le transport des marchandises des régions industrielles aux ports maritimes dans les temps voulus, et constituerait à long terme un fardeau pour l'économie du pays, obligeant ainsi les électeurs à reconsidérer leur position.

Les attaques contre les points vitaux de l'économie du pays devaient être liées avec des sabotages de bâtiments gouvernementaux et d'autres symboles de l'Apartheid. Ces attaques seraient une source d'inspiration pour notre peuple, et l'encouragerait à participer à des actions de masse non-violentes, telles que des grèves et des protestations. En plus, elles constitueraient une issue pour les tenants des méthodes violentes et nous permettraient de prouver concrètement à nos partisans que nous avions adopté une ligne plus dure et que nous ripostions à la violence du Gouvernement.

De surcroît, si une action massive était organisée avec succès et suivie de représailles massives, nous pensions que la sympathie pour notre cause se développerait dans d'autres pays, et qu'une pression plus grande serait amenée à peser sur le Gouvernement Sud-Africain.

Tel était alors le Plan. L'Umkonto accomplirait des actes de sabotage, et de strictes instructions furent données aux militants dès le départ, de ne blesser ni de tuer personne, en aucun cas, lors de la préparation ou de l'exécution des opérations. Ces instructions ont été citées dans les témoignages de Monsieur "X" et de Monsieur "Z" (4)

L'Umkonto effectua sa première opération le I6 Décembre I96I, quand les bâtiments gouvernementaux à Johannesburg, Port Elizabeth et Durban furent attaqués. Le choix de l'objectif est une preuve de la politique que j'ai décrite. Si nous avions voulu attaquer des vies, nous aurions choisi des objectifs où les gens se rassemblent, et non des bâtiments vides et des centrales énergétiques.

Le Manifeste de l'Umkonto fut publié le jour où commencèrent les opérations. La réaction de la population blanche à nos actions et à notre Manifeste fut singulièrement violente. Le Gouvernement menaça de prendre des mesures sévères et appela ses partisans à demeurer fermes et à ignorer les revendications des Africains. Les Blancs ne surent pas réagir en proposant des changements; ils réagirent à notre appel en proposant la formation de combat.

Par contre, la réaction des Africains fut un encouragement. Soudain l'espoir était là à nouveau. Des choses se passaient. Les gens dans les villes devinrent anxieux d'avoir les nouvelles politiques. Un grand enthousiasme fut engendré par les succès initiaux, et les gens se mirent à spéculer sur le temps que mettrait la libération.

Mais nous dans l'Umkonto, nous pensâmes la réaction des Blancs avec anxiété. Les lignes étaient tracées. Les Blancs et les Noirs se mettaient en camps séparés, et l'espoir d'éviter la guerre civile diminuait. Les journaux blancs annoncèrent que le sabotage serait puni de mort. S'il en était ainsi comment pourrions-nous écarter les Africains du terrorisme ?

L'expérience nous a convaincu que la révolte offrirait au gouvernement des occasions illimitées pour massacrer notre peuple sans discrimination. Mais c'est justement parce que le sol de l'Afrique du Sud est déjà trempé du sang d'Africains innocents, que nous crûmes de notre devoir de nous préparer pour une entreprise à long-terme afin d'user de la force pour nous défendre contre la force. Si la guerre était inévitable, nous voulions combattre dans les conditions les plus favorables à notre peuple. La forme de combat dont nous pouvions attendre le plus et qui comportait le moins de risques en vies humaines des deux côtés, était la guerilla. Nous décidâmes donc, lors de nos préparatifs pour le futur, de nous fournir pour la possibilité de guerilla.

Tous les Blancs subissent un entraînement militaire obligatoire, mais aucun entraînement similaire n'est donné aux Africains. Il était à notre avis, essentiel de former un noyau d'hommes entraînés qui pourraient prendre les responsabilités nécessaires, si une guerilla commençait. Nous devions nous préparer pour une telle situation avant qu'il fut trop tard pour tout préparatif sérieux. Il était nécessaire aussi, de former un noyau d'hommes entraînés à l'administration civile et à d'autres techniques, afin que des Africains fussent équipés pour participer au gouvernement de ce pays dès qu'ils en auraient le droit.

Une autre des allégations de l'Accusation est que les buts et les objectifs de l'A.N.C. et du Parti Communiste sont les mêmes. Je veux

en parler, ainsi que de ma propre position politique. Je donne ces exemples parce qu'ils ont un rapport avec l'allégation que notre sabotage était un complot "Communiste" ou le travail de soi-disant agitateurs. L'allégation, en ce qui concerne l'A.N.C. est fausse. C'est une vieille allégation qui fut démentie au Procès de Trahison et qui relève de la tête. Mais puisqu'on la ressort, je devrai en traiter, de même que les relations entre l'A.N.C. et le Parti Communiste, et entre l'Umkonto et ce Parti.

La doctrine de l'A.N.C. est, et a toujours été celle du Nationalisme Africain. Il ne s'agit pas du concept du Nationalisme Africain tel qu'il s'exprime dans le cri : "jetez l'homme blanc à la mer". Le Nationalisme Africain que défend l'A.N.C. est un concept de liberté et de plein développement pour les Africains sur le propre sol. Le document politique le plus important qu'ait adopté l'A.N.C. est la "Charte de la Liberté". Ce n'est en aucune façon un plan pour un Etat Socialiste. Elle appelle à une redistribution, mais non à une nationalisation de la terre; elle prévoit la nationalisation des mines, des banques et des industries monopolisées, parce que les grands monopoles n'appartiennent qu'à une seule race, et que sans une telle nationalisation, la domination raciale serait maintenue en dépit de l'élargissement du pouvoir politique. Ce serait un geste creux que d'abolir les interdictions faites aux Africains dans la Loi sur l'Or, alors que toutes les mines d'or sont aux mains de Compagnies européennes. A cet égard, la politique de l'A.N.C. correspond à la vieille politique de l'actuel Parti Nationaliste, qui, pendant des années a eu à son programme, la nationalisation des mines d'or, contrôlées à l'époque, par le capital étranger. Selon la "Charte de la Liberté", les nationalisations prendraient place à l'intérieur d'une économie basée sur l'entreprise privée. La réalisation de la "Charte de la Liberté" offrirait de nouveaux champs à toutes les classes d'une population africaine prospère, bourgeoisie comprise.

L'A.N.C. n'a jamais, à aucune période de son histoire, défendu un changement révolutionnaire de la structure économique du pays; il n'a jamais non plus, autant que je m'en souvienne, condamné la société capitaliste.

En ce qui concerne le Parti Communiste, et si je comprends bien sa politique, il est pour l'établissement d'un Etat basé sur les principes du Marxisme. Bien qu'il soit prêt à travailler pour la "Charte de la Liberté", en tant que solution à court-terme des problèmes créés par la suprématie blanche, il considère la "Charte de la Liberté" comme le commencement et non la fin de son programme.

L'A.N.C., à la différence du Parti Communiste, n'admettait que des adhésions d'Africains. Son but principal était et est, que les Africains obtiennent l'unité et les pleins droits politiques. L'objectif essentiel du Parti Communiste d'autre part était d'éliminer les capitalistes et de les remplacer par un gouvernement de la classe ouvrière. Le Parti Communiste cherchait à mettre l'accent sur les différences de classe, tandis que l'A.N.C. tentait de les harmoniser. C'est une différence vitale.

Il est vrai qu'il y a souvent eu une coopération étroite entre l'A.N.C. et le Parti Communiste. Mais la coopération prouve surtout l'existence d'un objectif commun - ici, le renversement de la suprématie blanche - elle ne prouve pas une complète communauté d'intérêts.

L'Histoire du Monde est pleine d'exemples similaires. Le cas peut-être le plus frappant est-il celui de la coopération entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique dans le combat contfe Hitler. Personne, sinon Hitler, n'aurait oser suggérer qu'une telle coopération faisait de Churchill ou de Roosevelt des communistes ou des instruments communistes, ou encore que la Grande-Bretagne et l'Amérique travaillaient à établir un monde communiste.

Peu après que l'Umkonto eut été constitué, il fut informé par certains de ses membres que le Parti Communiste était prêt à le soutenir et cela se fit. Plus tard, ce soutien fut donné ouvertement.

Je crois que les Communistes ont toujours joué un rôle actif dans le combat des pays coloniaux pour leur liberté, parce que les objectifs à court-terme du Communisme correspondent toujours avec les objectifs à long-terme des mouvements de libération. Ainsi les communistes ont joué un rôle important dans les combats de libération de pays comme la Malaisie, l'Algérie, l'Indonésie, pourtant aucun de ces Etats n'est aujourd'hui un pays communiste. De même dans les mouvements de résistance clandestine qui se formèrent en Europe lors de la dernière Guerre Mondiale les communistes jouèrent un rôle important. Même le Général Tchang Kaï Tchek, aujourd'hui l'un des ennemis les plus amers du Communisme, a combattu ensemble avec les communistes contre la classe dirigeante dans la lutte qui devait mener à sa prise du pouvoir en Chine dans les années trente.

Ce type de coopération entre communistes et non-communistes s'est trouvé répété dans le Mouvement de Libération Nationale en Afrique du Sud. Avant l'interdiction du Parti Communiste, des campagnes communes, avec le Parti Communiste et les Mouvements du Congrès, étaient un usage accepté. Les Communistes Africains pouvaient, comme certains l'ont fait, devenir membres de l'A.N.C. et certains travaillaient dans les Comités, National, provincial ou local. Parmi ceux qui furent membres de l'Exécutif National, il y a Albert Nzula, un ancien Secrétaire du Parti Communiste, Moses Kotane, autre ancien Secrétaire, et J.B. Marhs, ancien membre du Comité Central du Parti Communiste.

Il est peut-être difficile pour des Blancs sud-Africains, avec un préjugé enraciné contre le Communisme, de comprendre pourquoi des hommes politiques africains d'expérience acceptent si volontiers les communistes comme amis. Mais pour nous, les raisons sont évidentes. Les divergences théoriques parmi ceux qui se battent contre l'oppression, sont un luxe qu'on ne peut pas se permettre. Qui est plus, pendant plusieurs décades, les communistes étaient le seul groupe politique en Afrique du Sud qui fut prêt à traiter les Africains comme des êtres humains et des égaux; qui étaient prêts à manger avec nous, à parler avec nous, à vivre et travailler avec nous. Ils étaient le seul groupe politique préparé à travailler avec l'obtention des droits politiques et d'une part dans la société. A cause de cela, il y a beaucoup d'Africains aujourd'hui, qui assimilent liberté et communisme. Ils sont soutenus dans cette croyance par une législation qui qualifie tous les partisans d'un gouvernement démocratique et de la liberté pour les Africains de communistes et condamne beaucoup d'entre eux (qui ne sont pas communistes) en vertu de la loi sur la Suppression du Parti Communiste. Bien que je ne sois pas communiste et que je n'ai jamais été moi-même membre du Parti Communiste, j'ai été cité sous cette loi pernicieuse pour le rôle que

j'ai joué dans la Campagne du Défi. J'ai aussi été banni et condamné selon cette loi.

Ce n'est pas seulement dans la politique intérieure que nous comptons les communistes parmi ceux qui soutiennent notre cause. Dans le domaine international, les pays communistes sont toujours venus à notre aide. Aux Nations Unies, et dans les autres Assemblées Internationales, le bloc communiste a soutenu le combat afro-asiatique contre le colonialisme et a souvent montré plus de sympathie pour notre condition que certains pouvoirs occidentaux. Bien que l'Apartheid soit universellement condamné, le bloc communiste s'exprime contre lui d'une voix plus haute que la plupart du monde blanc.

J'en viens maintenant à ma propre position. J'ai nié être un communiste, et je crois que dans les circonstances, je suis obligé de dire exactement ce que sont mes opinions politiques, pour expliquer ce qu'a été ma position dans l'Umkonto et quelle est mon attitude envers l'utilisation de la force. Je me suis toujours considéré, en premier lieu, comme un patriote africain. Après tout, je suis né à Umtata, il y a 46 ans. Mon tuteur fut mon cousin qui était le Chef Suprême en exercice du Tembuland, et j'ai des liens de famille avec l'actuel Chef Suprême du Tembuland, Sabata Dalinyebo, et avec Kaiser Matanzima, le Premier Ministre du Transkei.

Aujourd'hui, je suis attiré par l'idée d'une société sans classes, attirance qui vient en partie de lectures marxistes, et, en partie, de mon admiration pour la structure et l'organisation des anciennes sociétés africaines, dans ce pays. La terre, alors le principal moyen de production, appartenait à la tribu. Il n'y avait ni riche, ni pauvre, et il n'y avait pas d'exploitation.

Il est vrai, comme je l'ai déjà dit, que j'ai été influencé par la pensée marxiste, mais la même chose est vraie de nombreux dirigeants des nouveaux Etats indépendants. Des personnes aussi différentes que Ghandi, Nehru, Nkrumah et Nasser, l'ont tous reconnu. Nous acceptons tous le besoin de quelque forme de socialisme qui permette à notre peuple de rattraper les pays avancés de ce monde et de surmonter son héritage d'extrême pauvreté. Mais cela ne signifie pas que nous soyons marxistes.

En fait, quant à moi, je crois que c'est un sujet ouvert à la discussion de savoir si le Parti Communiste a un rôle particulier à jouer au stade actuel de notre combat politique. La tâche fondamentale en ce moment, est l'élimination de la discrimination raciale et l'établissement des droits démocratiques sur la base de la "Charte de la Liberté" et la lutte pour ces droits devrait être dirigée par un A.N.C. fort. Pour autant que ce Parti remplisse cette tâche, je salue son appui. Je me rends compte que c'est un moyen pour que des gens de toutes les races soient introduits dans notre combat.

De mes lectures d'ouvrages marxistes et de mes conversations avec des marxistes, j'ai eu l'impression que les communistes considèrent le système parlementaire de l'Occident comme non-démocratique et réactionnaire. Mais, au contraire, je suis un admirateur d'un tel système.

J'ai été influencé dans ma réflexion par l'Ouest et par l'Est. Tout cela m'a amené à penser que dans ma recherche d'une formule politique, je devrai être absolument impartial et objectif. Je ne dois me lier à aucun système social autre que le socialisme. Il faut que je demeure libre d'emprunter le meilleur à l'Ouest comme à l'Est.

Il y a certaines pièces à conviction qui suggèrent que nous recevions un support financier de l'étranger, et je veux traiter de cette question. Notre combat politique a toujours été financé par des sources intérieures - par des fonds collectés par les nôtres et ceux qui nous soutenaient. A chaque fois qu'il y a eu une campagne spéciale ou un important procès politique - par exemple le Procès de Trahison - nous avons reçu un soutien financier d'individus et d'organisations sympathiques à notre cause dans les pays occidentaux. Nous n'avons jamais trouvé nécessaire d'aller au-delà de ces sources.

Mais quand en 1961, l'Umkonto fut formé, et une nouvelle phase du combat ouverte, nous avons réalisé que ces événements pèseraient lourdement sur nos maigres ressources et que l'échelle de nos activités serait réduite par le manque de fonds. Une de mes instructions, lorsque je suis allé à l'étranger en Janvier 1962, était d'obtenir des fonds des Etats Africains.

Je dois ajouter qu'à l'Etranger, j'eus des discussions avec des dirigeants de mouvements politiques africains et que je découvris que presque chacun d'eux dans les régions qui n'avaient pas encore atteint l'indépendance, avait reçu toutes les formes d'assistance des pays socialistes aussi bien que de l'Ouest, y compris un soutien financier. Je découvris aussi que certains Etats Africains connus tous non-communistes, et même anti-communistes, avaient reçu une assistance semblable.

A mon retour dans la République, je recommandai vivement à l'A.N.C. de ne pas se limiter à l'Afrique et aux pays occidentaux, mais d'envoyer une mission dans les pays socialistes pour obtenir les fonds qui étaient nécessaires.

On m'a dit qu'après ma condamnation, une telle mission a été envoyée.

Notre combat est contre des souffrances réelles et non imaginaires, ou pour employer le langage du Procureur : "de prétendues souffrances". Fondamentalement, nous combattons contre les deux traits caractéristiques de la vie des Africains en Afrique du Sud, et qui sont maintenus par la législation que nous cherchons à abolir. Ces traits sont la pauvreté et le manque de dignité humaine, et nous n'avons pas besoin de communistes ou de prétendus "agitateurs" pour nous enseigner de quoi il s'agit.

L'Afrique du Sud est le pays le plus riche en Afrique, et pourrait être un des pays les plus riches du monde. Mais c'est un pays d'extrême et remarquables contrastes. Les Blancs y jouissent de ce qui est peut-être le plus haut niveau de vie du monde, tandis que les Africains vivent dans la pauvreté et la misère.

Les Africains veulent une juste part à l'ensemble de l'Afrique du Sud; ils veulent la sécurité et une place dans la société.

Par dessus tout, nous voulons des droits politiques égaux, parce que sans eux nos incapacités seront permanentes. Je sais que cela sonne révolutionnaire pour les Blancs de ce pays, parce que la majorité des électeurs sera africaine. Cela fait craindre à l'homme blanc la démocratie.

Mais on ne peut permettre à cette crainte de barrer le chemin à la seule solution qui garantira l'harmonie raciale et la liberté pour tous. Il n'est pas vrai que les droits pour tous entraîneront la domination raciale. Les divisions politiques basées sur la couleur sont entièrement artificielles, et lorsqu'elles disparaitront, il en ira de même de la domination d'un groupe de couleur sur un autre. L'A.N.C. a consacré un demi-siècle à combattre le racisme. Lorsqu'il triomphera, il ne changera pas cette politique.

Tel est donc le combat de l'A.N.C. Il s'agit vraiment d'une lutte nationale. C'est une lutte du peuple africain. J'ai combattu contre la domination blanche, et j'ai combattu contre la domination noire. J'ai chéri l'idéal d'une société démocratique et libre où tout le monde vivrait ensemble en harmonie et avec les chances égales. C'est in idéal pour lequel j'espère vivre et réussir. Mais, s'il le faut, c'est un idéal pour lequel je suis préparé à mourir.

(F I N)

Lettre du Chili

UNE VOLONTE DE CHANGEMENT

La plupart des observateurs - tant en Amérique latine qu'en Europe - prévoyaient une lutte serrée entre les deux candidats à la Présidence du Chili, le démocrate chrétien Eduardo Frei et le socialiste Salvador Allende, allié aux communistes. Beaucoup pronostiquaient la victoire du représentant du Front d'Action Populaire, et ceux qui se hasardaient à donner des chances au démocrate chrétien ne le faisait qu'avec une mince marge de voix. Et pourtant Frei l'emporta à la majorité absolue, dépassant son concurrent de plus de 400.000 voix sur un total d'environ 2 millions et demi.

Plusieurs observations s'imposent, après ce scrutin qui termina une campagne électorale de vingt mois. En premier lieu, ce sont ceux qui dédaignèrent les calculs électoraux qui l'emportèrent finalement. En effet, le parti démocrate chrétien n'avait, en début de la course présidentielle, aucune chance de l'emporter. Les savantes additions de secteurs politiques, établies par les spécialistes, condamnaient une candidature isolée et minoritaire. Les dirigeants démo-chrétiens hésitèrent eux mêmes à diverses reprises - après les élections partielles de Curico, qui donnèrent une nette victoire au bloc socialo-communiste; après l'effondrement du Front Démocratique, lequel groupait les partis gouvernementaux, conservateur, libéral et radical. C'est l'opinion des militants qui jouaient la poussée sociale bien plus que les statistiques, qui l'emporta finalement.

A remarquer aussi que la machine socialo-communiste, impressionnante extérieurement, se révéla être une façade. La gymnastique permanente imposée aux organisations ouvrières, dans des buts strictement électoraux, de chantage et de bluff, au détriment de l'action méthodique et quotidienne, avait lassé les grandes masses de la population. En fin de campagne, Frei put se moquer du bilan syndical que pouvait présenter les grands stratèges communistes et socialistes, après des années d'affirmations pompeuses et de grands spectacles creux : moins de 200.000 syndiqués pour tout le pays, moins de 2000 travailleurs de la terre organisés.

La démocratie chrétienne disposait - bien plus que son adversaire "marxiste" - de cadres jeunes, non usés par le pouvoir, et son appareil se montra supérieur en efficacité et en travail systématique à celui des "aparatchikis" eux mêmes. A bien des points de vue, elle donna l'impression d'être d'avant garde davantage que les partis d'extrême gauche. Enfin, l'état major de Frei se montra assez intelligent pour ne rien céder de son programme initial, quand les forces de droite, en déroute, lui promirent leur appui, pour faire barrage au FRAP.

Si bien qu'aujourd'hui, il n'est plus au Chili que deux partis organisés : la démocratie chrétienne et le parti communiste. Le parti socialiste va probablement éclater, suivant une déjà longue tradition. Le parti radical est réduit à un minimum de vieux cadres. Les partis libéral et

conservateur - plutôt comités électoraux qu'organisations politiques - appartiennent au passé.

Ces considérations générales ne doivent pas nous faire perdre de vue les problèmes véritables, qui sont d'ordre social. Après la grande foire électorale, dont les résultats signifient seulement que la grande majorité du peuple chilien est acquis à des changements de structure et à des transformations profondes, la question se pose de savoir comment peut s'effectuer cette "révolution dans la liberté" que réclament les Chiliens.

Pour le fonctionnement d'une démocratie sociale, ce qui suppose la participation, l'intervention, la prise de responsabilité d'un grand nombre d'organisations de base - syndicats, coopératives, associations paysannes, - il n'existe aucune infrastructure. Même si l'on estime que la démocratie chrétienne et ses militants sont de bonne foi, cette absence d' "interlocuteurs" est tragique. Il reste la création de ces organismes de base, par en haut, avec toutes les conséquences prévisibles de la bureaucratisation, de la politisation, du fonctionnarisme s'opposant ou se substituant au militantisme.

L'aspect positif, c'est la promesse formelle de libérer travailleurs industriels et ouvriers agricoles de toutes les entraves juridiques qui jusqu'à présent interdisaient ou freinaient leurs droits d'association. La perspective d'un mouvement syndical authentique n'est donc pas bouchée, même si les conditions de création et de développement ne sont pas présentement réunies.

Il semble bien que l'élément moteur de l'expérience Frei sera fourni par les techniciens. La décision - prise après les élections - par les techniciens allendistes du Ministère des Travaux Publics de ne pas s'opposer systématiquement aux tentatives de réforme de la démocratie chrétienne, est significative. Elle va à l'encontre des décisions des directions du Frap; elle témoigne d'une certaine unité d'esprit de tous les techniciens, intéressés plus par les réformes que par leur signification partisane.

Nous retrouvons dans la pauvreté des mouvements ouvriers et paysans organisés de façon indépendante, dans l'importance que prend l'initiative des ingénieurs, économistes, cadres techniques, des traits communs à l'ensemble de l'Amérique latine, explicables sans doute par l'absence d'une bourgeoisie authentique - c'est à dire dynamique, entreprenante et audacieuse - et aussi par le rôle déterminant de l'Etat dans l'économie, comme propriétaire principal des sources de richesses, voire des entreprises les plus importantes.

22.9.64

L'Itinérant

Lettre du Mexique

LE P.R.I. OU LA CHAMBRE DES COMPENSATIONS

Quand, en 1915, l'organisation ouvrière mexicaine, "La Casa del Obrero Mundial", accepte, sous des conditions générales et vagues, d'organiser des bataillons de travailleurs pour soutenir la lutte des "constitutionalistes" de Venusiano Carranza, elle fixe son destin pour longtemps. C'est la grande époque de la révolution mexicaine, celle de la lutte pour la terre, celle du combat contre les interventions étrangères, celle de la liquidation des pouvoirs des vieilles familles privilégiées d'origine espagnole, celle de l'irruption des métis et des Indiens dans la vie publique. Zapata dans le Sud, Villa dans le Nord, Carranza à partir des villes de l'Atlantique, mènent une guerre sans merci contre ce qui reste du vieux régime. Les deux premiers sont des produits de la terre et de ses problèmes. Le troisième est un homme du pouvoir politique. Ricardo Flores Magon, qui aurait pu offrir une vision globale de cette révolution qui se faisait par morceaux et suivant des objectifs divergents, est déjà hors de combat, emprisonné aux Etats-Unis.

De tradition libertaire, "La Casa del Obrero Mundial" se met à la disposition de Carranza, et les bataillons rouges s'en vont participer à la défense des centres urbains, en même temps que les militants, partout où pénètrent les troupes révolutionnaires, organisent des syndicats et impriment des journaux. L'esprit d'union l'a emporté sur l'égoïsme de classe. Quelques mois plus tard, alors que l'inflation et la planche à billets placent les salariés dans une situation de misère insoutenable, les syndicats de Mexico partent en grève pour obtenir le paiement des salaires en monnaie-or. Carranza décrète la peine de mort contre les meneurs, brise le mouvement par la force, ferme les locaux syndicaux. Pourtant, avant même que l'année 1916 ne se termine, le but poursuivi par les ouvriers est atteint : la paie s'effectue en monnaie "forte". Mais les emprisonnés ne seront libérés qu'en 1918.

Carranza était un révolutionnaire authentique. Les mesures qu'il prit contre les usuriers, les prêteurs sur gages, les trafiquants d'alcool, les dignitaires d'Eglise, témoignent de sa volonté de transformation. Il s'agissait d'une révolution jacobine, ouvrant les portes à une bourgeoisie possible, offrant des perspectives à une classe politique nouvelle. Côté syndical, le caractère minoritaire et localisé de l'industrie interdisait une lutte franche pour la totale restructuration de la société sur la base des organisations ouvrières, bien que l'alliance avec les paysans sans terre eût présenté une issue.

Depuis lors, et malgré l'extension progressive des activités industrielles et le développement des villes, le mouvement syndical mexicain a conservé un rôle marginal, sans politique propre, utilisé, manipulé, contrôlé par la machine présidentielle. Son histoire est intimement mêlée à celle des partis politiques, ses avatars correspondent aux luttes menées entre clans du parti officiel - le Parti Révolutionnaire Institutionnel -

et groupements périphériques. La pression constante, sans cesse renouvelée, des travailleurs sur les bureaucraties syndicales intimement liées aux administrations partisanes, fournit à l'arbitrage présidentiel d'excellentes occasions d'intervenir, de redistribuer les fonctions, de susciter des scissions ou des regroupements.

Après la C.G.T. et la C.R.O.M., centrales qui ont aujourd'hui perdu leurs effectifs, la C.T.M. joue le rôle de confédération la plus puissante, mais elle est flanquée de la C.N.T. et de la C.R.O.C. (1), lesquelles, nées de secteurs mécontents ont été neutralisées rapidement par l'appareil dirigeant, où convergent les "élites" politiques, administratives et d'Etat. Par ailleurs, cet émiettement, qu'il soit spontané ou provoqué - mais toujours tenu ou repris en main - interdit jusqu'à la prise de conscience d'une force ouvrière qui se déterminerait en toute indépendance.

De même que les partisans et les adversaires du parti officiel se retrouvent finalement intégrés dans un régime à la fois souple dans les accomodements et ferme dans la défense de ses règles essentielles (Lazaro Cardenas, ex-président, présenté comme l'instrument de la politique communiste, organisateur d'un mouvement paysan insurrectionnel, finit par conseiller de voter pour le candidat officialiste, Diaz Ordaz ;Lombardo Toledano, longtemps leader syndical pro-soviétique, fondateur d'un parti socialiste, s'est rallié lui aussi à la candidature qui assure la continuité au pouvoir du P.R.I.), les diverses centrales ouvrières dépendent directement ou indirectement de la Présidence. Toute la législation sociale les y conduit : fixation légale des salaires minima, règlementation détaillée du droit de grève, caisses diverses de sécurité sociale ou d'assurances administrées par l'Etat, c'est à dire en définitive le P.R.I.

Il existe même un B.U.O., c'est à dire un Bloc d'Unité Ouvrière où diverses centrales syndicales se retrouvent. Non pas, comme on pourrait l'imaginer, pour discuter et définir un programme d'action, mais pour y négocier avec les hommes de la présidence la répartition des charges, la ventilation des conflits, la liquidation des récalcitrants.

Cela signifie-t-il que toute vie ouvrière soit effacée ? Evidemment non. En premier lieu, la force potentielle du mouvement syndical représente un facteur que la politique gouvernementale ne peut négliger. D'autre part, il est fréquent que des réactions se produisent dans les syndicats, contre le "caciquisme" des dirigeants, lesquels en prennent trop à leur aise. Enfin, l'ouvrier qui se sent brimé, lésé ou victime d'une injustice, va au syndicat pour obtenir que sa défense soit assurée. Cela ne veut pas dire qu'il sera effectivement défendu, mais c'est le seul recours qu'il puisse tenter. Et dans la mêlée d'intérêts, de poussées et de chantages, caractéristiques de la vie intérieure des syndicats et du P.R.I., il est fréquent que son cas soit pris en considération, si ce n'est par la direction officielle, du moins par un candidat à cette direction, ou par un rival, l'un et l'autre disposant d'appuis politiques extérieurs. La revendication ouvrière est objet, mais en tant que telle elle est prise en considération, car elle est prétexte ou facteur de la mobilité du personnel syndical-politique. Qu'elle soit proprement étouffée ou au contraire mise en évidence - pour des motifs étrangers à sa nature - elle est présente.

L'Itinérant
20 août 1964

(1) C.R.O.M. : Confederacion Régional Obrera Mexicana (née au lendemain de la Révolution, influencée par l'A.F.L. par la suite).

C.G.T. : longtemps influencée par les syndicalistes révolutionnaires.

C.T.M. : Confederacion del Trabajo de Mexico (sous l'influence du parti officiel et des groupes communistes de Lombardo Toledano)

C.N.T. : Confederacion Nacional del Trabajo (de création récente; forte de ses liaisons avec divers syndicats autonomes).

C.R.O.C. : Confederacion Revolucionaria Obrera y Campesina (née il y a quelques années. Possède des centres d'influence dans les régions agricoles).

Lettre du Brésil

LA CRISE EN TERMES DE POUVOIR

Depuis le I5 juin, les chefs des trois armes n'ont plus le droit de priver de leurs droits et privilèges les parlementaires et fonctionnaires; depuis le 9 octobre, le commandement militaire cesse d'exercer la justice directe pour ce qui concerne les crimes et délits de subversion et de corruption, et transfère ses pouvoirs en cette matière à la justice civile. Cette limite dans le temps, des prérogatives extraordinaires de l'armée, est fixée dans l'Acte Institutionnel du 9 avril, que les chefs militaires avaient eux-mêmes décrété.

S'étant placés au pouvoir par un coup de force, les officiers généraux estiment que le gouvernement qu'ils ont formé doit fonctionner, six mois après la "révolution", aux termes de la Constitution de I946. Ce tour de passe-passe juridique possède son avocat et rédacteur; c'est le même qui rédigea les textes de l'Estado Novo de Getulio Vargas ...

Au cours des quelques mois d'autorité exercée sans contrôle, une cinquantaine de parlementaires (fédéraux ou d'Etat) ont été "cassés", dos anciens Présidents ont été privés de leurs droits civiques, des techniciens comme Celso Furtado ont été "épurés", et enfin quelques milliers de fonctionnaires, depuis des recteurs d'Université jusqu'à des employés des postes ont été suspendus, renvoyés ou mis à la retraite.

Même pendant cette période exceptionnelle, la presse a continué à publier librement - à l'exception des journaux communistes - critiques et informations défavorables au nouveau régime. Egalement, on trouve dans les librairies et kiosques les livres et brochures des intellectuels privés de leurs fonctions publiques ou de leurs droits civiques.

Il est donc vain de vouloir classer, suivant les formules stéréotypées, l'actuel pouvoir dans la catégorie " fascisme " ou dans le camp " démocratie ". C'est en partant des situations et phénomènes brésiliens que l'on peut tenter de comprendre la nature de la Présidence Castelo Branco et des forces qui la soutiennent, y participent ou s'en accomodent.

La "révolution" a été l'oeuvre des trois armes, dont le commandement ne pouvait évidemment accepter, de la part du gouvernement Goulart, la reconnaissance, voire l'utilisation des mouvements de marins ou de sergents. Mais cette "révolution" était également pensée, et conseillée, par des représentants des groupes industriels, et en particulier par ceux de Sao Paulo, lesquels - assez peu intéressés par la nature du gouvernement quand celui-ci ne touche pas aux questions essentielles et qui s'étaient accomodés aussi bien de Koubitscheck que de Goulart - voyaient toute perspective de développement économique menacée par une inflation monstre et par le blocage de l'aide extérieure. Enfin cette révolution était vue d'un bon oeil par les partis politiques, sauf une fraction majoritaire du Parti Travailliste - et

notamment par l'Union Démocratique Nationale et le Parti Social Démocrate. Ces partis ne sont d'ailleurs que des syndicats d'intérêts, assurant la liaison entre les pouvoirs fédéraux, les gouvernements d'Etat et les clientèles locales. L'important secteur des classes moyennes, frappées par l'inflation, avait, au moins passivement, soutenu le mouvement dirigé contre le gouvernement Goulart, et l'avait ensuite applaudi, après son triomphe.

Cette coïncidence dans le rejet de l'expérience Goulartne se retrouve évidemment pas au lendemain de la victoire, et les tensions se manifestent au sein même du camp des vainqueurs.

Une certaine solidarité se maintient - par l'intermédiaire du ministre de la Planification Roberto Campos - entre la Présidence et les groupes de capitalistes dynamiques, lesquels comptent sur l'armée pour assainir l'administration, mettre au pas les propriétaires terriens rétrogrades, procéder à diverses réformes sans pour autant mettre en branle les masses populaires.

Par contre, le torchon brûle entre partis et militaires. Les partis espéraient voir l'armée suivre une certaine tradition, qui est de mettre fin à une situation chaotique sur le plan social, pour rendre aussitôt le pouvoir à un civil. Cette fois, du fait même que les partis s'étaient montré incapables d'opposer à Goulart un quelconque programme ou l'ébauche d'une politique; du fait aussi que le degré de corruption entretenu dans et par les partis est vraiment élevé, les militaires ont créé leur gouvernement eux-mêmes, et nul n'est certain de voir des élections être organisées fin 1965. D'où le vif mécontentement des gens du vieux "système". Ils se trouvent dans l'obligation de respecter l'autorité des généraux, mis en demeure d'adopter des réformes qui - malgré leur modération - marquent la volonté de liquider les privilèges des terratenientes, et se sentent gênés par la campagne dirigée contre la prévarication, le gaspillage des deniers de l'Etat et les fraudes fiscales. Sans compter que le candidat le plus en vue, Carlos Lacerda, voit ses plans de campagne pour l'élection présidentielle bouleversés et continuellement remis en question.

Entre la Présidence et les Chambres - même après épuration de ces dernières - il existe donc un conflit latent. Du dénouement de cette tension dépend également l'évolution de la politique militaire. En effet, Castelo Branco, comme les généraux Geisel, Golbery et Mamede, estime que l'Exécutif est en bonne posture pour obtenir des Chambres un soutien des principales mesures proposées, et qu'il sera possible de créer un Parti de la Révolution en ralliant les parlementaires les plus souples des trois partis principaux, ce qui laissera ces derniers dans le vide. Mais cette opinion n'est pas partagée par tous les officiers, et il existe un courant - " la ligne dure " - chez les colonels et commandants, qui préconise un nettoyage plus énergique, la fermeture, au moins provisoire, des Chambres, la proclamation, si nécessaire, de l'état de siège. En bref, le gouvernement direct par l'armée, avec l'aide d'une administration complètement épurée.

Après le 9 octobre, date limite pour les pouvoirs exceptionnels des commissions militaires locales, on a pu observer que les commandements locaux s'efforçaient de conserver leurs pouvoirs, et en tout cas de maintenir

leur pression sur l'administration et la justice civiles. Le cas le plus net fut fourni dans le Nord, où les militaires mirent quatre députés de l'Etat de Ceara sous les verrous, sous inculpation de contrebande. Malgré les ordres du Président, l'autorité militaire locale ne relâcha les détenus qu'après avoir négocié et obtenu que les inculpés seraient effectivement poursuivis par les tribunaux, malgré leur mandat.

Le problème se pose donc essentiellement, en termes de pouvoir, bien plus qu'en termes de programme ou de politique. C'est l'armée qui, directement ou indirectement, gouvernera, ou ce sont les partis de l'ancien "système" qui reprendront le dessus. Pour le moment, les débris du gouvernement Goulart et les groupes de ses anciens supporters, ne semblent pas en mesure d'intervenir. L'écroulement sans gloire du régime qu'ils préconisaient, l'absence totale d'organisations en mesure de se battre - et non pas seulement de faire du bruit -, la coalition des militaires et des anciens partis pour s'opposer à la naissance de toute nouvelle classe politique dirigeante, sont autant de raisons qui expliquent cette faiblesse.

En réalité, dans ce pays grand et complexe comme un continent, où les situations varient et s'opposent d'une région à l'autre, le seul appareil d'Etat est l'armée. Un appareil qui coûte cher : 60% du budget fédéral. Les organisations politiques correspondent à des caisses électorales, ne possèdent ni programmes, ni doctrines, ni même de structure. Il y a donc là un vide, que les nouvelles équipes misant sur l'aventure Goulart comptaient bien remplir, mais qui en ont été empêchés par l'incohérence même du Président déchu, et par l'absence d'une véritable infrastructure de mouvements et organisations populaires nouvelles.

Il ne semble pas que dans ces conditions, beaucoup d'illusions soient possibles sur les perspectives qu'ouvre la "révolution". Les syndicats au lieu d'être contrôlés par les pelegos et manoeuvriers de tous poils, au service de partis ou pour leur compte propre, seront contrôlés par des militaires ou des fonctionnaires ministériels. Les organisations d'étudiants, hier manipulées et utilisées par des petits groupes d'activistes, seront remplacées par des organismes étroitement surveillés par l'Etat. La corruption, autrefois du domaine de tous les partis, sera sans doute réservée à ceux qui soutiennent le régime.

Ce n'est pas par goût du rebâchage idéologique qu'il nous faut terminer par une banale constatation : la naissance, le développement, l'intervention d'un mouvement authentiquement démocratique, c'est à dire dont les membres participent à la solution de leurs problèmes, volontairement et en connaissance de cause, ne peuvent surgir d'opérations menées par des nouvelles couches d'aspirants au pouvoir - quelle que soit l'idéologie qu'elles présentent -, ni de manoeuvres de circonstances déployées par les vieilles équipes politiciennes, ni de la volonté d'ordre exprimée par l'armée. Sur les 80 millions de Brésiliens, il y a vingt millions seulement de lecteurs d'un journal quelconque. Et pour ces 20 millions, l'opinion est forgée par des équipes de candidats au pouvoir, les uns liés au passé et à ses privilèges, les autres tendus vers une organisation plus rationnelle et plus efficace de l'économie. De la grande masse des travailleurs industriels ou des populations paysannes n'a encore surgi aucune forme d'institution, aucun type d'organe indépendant qui serait l'instrument de leur prise de conscience et de leur participation à la vie sociale. C'est dire qu'en marge du pouvoir demeure l'immense majorité de la population.

23.X.64
L'Itinérant

Lors de son passage à Paris le 29 Octobre, le camarade Rudïger, au cours d'une réunion avec quelques membres de la C. I. L. O. nous a remis ces quelques notes relatives au Congrès de la S. A. C., ce dont nous l'en remercions.

C. I. L. O.

SVERIGES ARBETARES CENTRALORGANISATION
(Syndicalistes libertaires de Suède)

Du 27 septembre au 2 octobre I964, la SAC a tenu à Stockholm son I7ème congrès national. Le Comité National de la Confederacion Nacional del Trabajo de Espana (Intérieur) y était représenté par le camarade Diego Abad de Santillan. Sous le point : Les rapports internationaux de la SAC, le congrès a voté unanimement la déclaration ci-dessous reproduite. Nous prions de publier ce texte dans la presse libertaire et syndicaliste et de le diffuser par des circulaires.

La collaboration entre la SAC et la CNT d'Espagne

Le mouvement syndicaliste libertaire suédois s'est engagé tout comme le mouvement espagnol, surtout pendant les dernières trente années, pour un socialisme libertaire moderne et pour la liberté tactique de tout mouvement qui adhère aux idées libertaires.

Pendant les années passées, les militants de la SAC ont eu l'occasion, grâce à des contacts directs et des informations ininterrompues, de suivre le développement du mouvement espagnol. La solidarité économique de la SAC va directement au mouvement confédéral espagnol à l'autre côté des Pyrénées.

Chez les militants syndicalistes libertaires en Espagne il existe un intérêt profond et sérieux pour le développement de la SAC en matière théorique et tactique. La brochure d'Evert Arvidsson sur le syndicalisme libertaire dans l'Etat de bien-être, traduite en espagnol, a eu une grande importance comme source d'information, et elle continue d'être un facteur animant aux débats de tactique du mouvement espagnol. La SAC et la CNT étudient réciproquement le développement de l'un et l'autre et demandent en même temps la liberté de tactique dans la lutte pour les idées communes.

Dans cet esprit la SAC et la CNT travaillent pour le renouvellement du mouvement syndicaliste libertaire international.

Dans une réunion du Comité Administratif (AU) de la SAC, le I3 mars I963, une "Déclaration commune sur les problèmes du syndicalisme libertaire international" était adoptée.

Le congrès de la SAC.

Du 27 septembre au 2 octobre, le mouvement syndicaliste libertaire suédois (Sveriges Arbetares Centralorganisation) a tenu son I7ème congrès à Stockholm. Née en I9I0 d'une tentative de créer une centrale syndicale syndicaliste révolutionnaire dans l'esprit de syndicalisme français de l'époque, la SAC a pu jouer le rôle d'une organisation de pression indépendante pendant les années 20 à 30, et elle continue d'exister comme minorité socialiste libertaire dans le cadre de la "société de bien-être" contrôlée par les

socialistes et leurs organisations de mastodontes bien centralisées qui est la Suède moderne.

Tandis que l'organisation déclinait pendant les premières I5 années jusqu'au nombre de I6.000 adhérés, après la deuxième guerre mondiale elle remonte la pente depuis quatre ou cinq ans, et le I7ème congrès s'est réalisé dans une atmosphère d'optimisme sous le signe : La SAC a aujourd'hui 20.000 adhérés ! Bien sûr que la SAC, dans beaucoup de détails, a dû s'adapter aux nécessités d'une société où les ouvriers ont cessé d'être des prolétaires dans le sens classique du terme, mais le fait positif est qu'une minorité d'ouvriers assez importante contrôlée par elle, refusent de s'organiser dans les grandes organisations officielles ou officieuses pour se réunir dans un esprit de résistance au centralisme et à l'étatisme, ou bien pour mener une propagande syndicaliste libertaire constructive contre les solutions purement bureaucratiques. Si la SAC se contentait d'une propagande révolutionnaire négative, elle ne pourrait pas survivre; elle cherche le chemin d'un socialisme libertaire à base syndicale au cadre des réalités suédoises, mais elle est aussi profondément internationaliste et intéressée à maintenir un maximum de contacts internationaux.

Une importante résolution dans ce sens a été adoptée par le congrès. La SAC qui collabore avec la CILO et maintient des rapports fraternels avec tous les groupements qui se réclament des idées syndicalistes révolutionnaires ou libertaires au sein du mouvement ouvrier, s'intéresse d'une façon très spéciale au mouvement syndicaliste libertaire espagnol, la CNT. Sur les rapports entre le mouvement suédois et l'organisation espagnole, le congrès a voté unanimement le texte suivant :

Il faut ajouter que le congrès a voté deux autres résolutions qui peuvent être ou devenir intéressantes pour le mouvement international.

L'AU de la SAC (sa commission administrative composée par cinq militants de la région de Stockholm qui ne doivent pas être des employés de l'organisation) et le Comité Central (la réunion des délégués régionaux qui se tient au moins une fois par an) ont été chargés d'élaborer un programme pratique du mouvement syndicaliste libertaire, en tenant compte de la situation suédoise et de la nécessité d'un nouveau internationalisme ouvrier dans la lutte sociale. Ce programme qui sera publié en forme de livre, ne partira pas de l'hypothèse d'une révolution libertaire "totale" qui, d'une façon magique, transforme toute la société "de fond en comble" et d'un seul coup, mais de la nécessité de présenter des solutions socialistes libertaires et syndicalistes partielles, suivant les cas, réalisables sur la base des réalités données.

Une autre décision se rapporte à la création d'un fond pour le financement d'expériences coopératives de production. Il ne s'agit pas de grands projets, mais d'un commencement; on espère aussi qu'il sera possible de collaborer plus tard sur ce terrain avec le mouvement espagnol pour lequel la coopération des producteurs pourrait devenir très importante comme une branche constructive de la lutte socialiste libertaire.

En présence de Diego Abad de Santillan, délégué du nouveau Comité National en Espagne, le dix-septième congrès de la SAC ratifie la "Déclaration commune" de 1963, qui est conçue en ces termes :

1. La SAC et la CNT d'Espagne sont des mouvements syndicalistes libertaires avec des racines profondes dans les masses ouvrières des deux pays, même dans le cas de la CNT malgré 25 ans d'activité illégale. Cela implique que la tactique appliquée dans la lutte pour le but commun doit tenir compte des revendications immédiates de la classe ouvrière et de ses nécessités économiques et morales dans les deux pays.

Collaboration SAC-CNT, 2

2. L'avenir du syndicalisme libertaire doit être discuté et reconsidéré sur des nouvelles bases théoriques, en tenant compte du développement du monde moderne et de la révolution industrielle de notre temps et aussi de l'existence de blocs internationaux opposés, aucun desquels ne correspond aux aspirations du syndicalisme libertaire. Dans cet esprit les deux centrales, la SAC et la CNT, se mettent d'accord de continuer leur échange d'idées, d'expériences et d'informations et de discuter les programmes émanant des membres et militants de leurs deux organisations.

3. Conformément à cette orientation les deux centrales déclarent qu'à chaque organisation syndicaliste libertaire doit être accordée l'autonomie tactique et la pleine liberté d'action, pour qu'elles puissent prendre position aux problèmes révolutionnaires propres à chaque pays.

4. La SAC et la CNT déclarent qu'elles établissent entre elles des relations fraternelles en vue d'une collaboration et d'une entr'aide visant à la propagation maximale de leurs idées libertaires parmi les ouvriers, pour les inciter de poser les fondements sociaux, économiques et politiques d'une nouvelle société vraiment humaine.

Le 17ème congrès de la SAC ajoute :

5. Cette communauté de travail entre la CNT et la SAC vise à la collaboration avec les forces syndicalistes libertaires de tout le monde et reste ouverte à tous les groupes et organisations libertaires qui sont animés d'intentions semblables et qui désirent y adhérer.

Pour le 17ème congrès de la SAC.

Correspondance à :
SAC, Sveavägen 98
STOCKHOLM Va

Mort d'André Germain

A Santiago du Chili, où il résidait depuis la fin de la guerre d'Espagne, André Germain est mort le 1er juillet d'un cancer généralisé, à l'âge de soixante ans.

C'était une force de la nature, toujours en mouvement, sans trêve tourné vers l'action. D'instinct et de formation individualistes, il avait pourtant participé tout au long de sa vie, qui fut riche en aventures, à bien des combats sociaux. Depuis la révolte spartakiste allemande et les occupations d'usines en Italie du Nord, jusqu'à la guerre civile espagnole, au cours de laquelle il assuma de multiples tâches importantes, difficiles, anonymes.

Au Chili même, il avait repris la lutte, tant dans le mouvement syndical - il fut à l'origine de la création de la CNT - que dans les organisations antitotalitaires - pendant dix ans il fut un des animateurs du Comité pour la Liberté de la Culture, Lié à la plupart des anciens du mouvement libertaire, il collaborait à la C.I.L.O. et nous renseignait régulièrement sur les évènements du Chili.

Usé par une vie dont les péripéties fourniraient la trame d'un roman, par la prison et les périodes noires, André Germain, en véritable sanglier fonçant dans la bagarre, dût cette fois livrer un dernier et vain duel avec la maladie, qu'il méprisait et en dépit de laquelle il forgeait de nouveaux projets.

Il laisse une compagne, Lucienne, qui fut de toutes ses équipées, la compagne des bons et des mauvais jours.

L. M.

Bibliographie

PROBLEMATICA DE LA AUTORIDAD EN PROUDHON - Peter Heintz - Ed. Proyeccion - Buenos Aires - 227 pp.

D'entrée, l'auteur, sociologue suisse d'une ample expérience et qui sacrifie volontiers les considérations générales à l'analyse méthodique, rappelle que pour le lecteur des oeuvres de Proudhon, les écrits apparaissent comme " une masse chaotique de considérations, attitudes polémiques, auto-confessions, réflexions philosophiques et déductions rigoureusement logigues, qui se manifestent souvent sur des plans absolument différents". C'est que l'oeuvre de Proudhon constitue une constante recherche, à la fois audacieuse dans ses buts et pourtant sans prétention d'aboutir à une explication totale. La compréhension de Proudhon ne peut donc surgir de la découverte d'une conception globale que le même Proudhon aurait finalement définie ou qu'il aurait fait sienne a priori, mais bien de l'attitude et du comportement mental de Proudhon par rapport aux problèmes philosophiques et sociaux.

Peter Heintz, pour arriver à formuler, par delà les contradictions qui fourmillent dans les écrits, le "noyau" original de la pensée proudhonienne, examine systématiquement, en des chapitres qui témoignent d'une connaissance exhaustive, de la littérature spécialisée, la philosophie proudhonienne de l'histoire, les idées essentielles du système conceptuel antiautoritaire - en opposition au système autoritaire -, et les particularités de l'anarchisme de Proudhon.

En d'excellentes formules, qui montrent souvent à quel point l'auteur s'identifie au mécanisme de pensée et à la position individualiste - mais dans le social - de Proudhon, Heintz reconstitue progressivement le capital essentiel. En premier lieu, le refus de l'utopie, même si celle-ci prend des formes scientifiques et remplace l'avènement de la parousie par une révolution apocalyptique inévitable. Ensuite, méfiance envers les transformations sociales qui ne sont pas consciemment voulues et n'apportent pas aux individus et groupes une plus grande préhension sur l'environnement. La nécessaire révolte est négation, mais l'humanité ne tend pas à une restauration d'un état primitif, mais au contraire à se débarrasser des freins et contraintes. La violence révolutionnaire, si elle n'exprime pas la volonté et la capacité d'une plus grande responsabilité, c'est à dire d'une évolution suscitée et pensée, - de la révolution permanente - n'est pas associée au progrès, lequel ne peut être que conscient, et non pas mécanique. Et aussi le refus de sacrifier l'homme réel et l'abstrait du pouvoir, de l'autorité. La révolution véritable ne consiste pas à transférer d'une autorité à l'autre la prétention de valeur suprême, mais à rendre à l'homme son autonomie.

Dans cette pensée, il n'y a ni optimisme, ni confiance dans les lois de l'histoire, ce qui la place aux antipodes de la foi marxiste. Elle correspond à la volonté - sans sousestimer toutes les difficultés qui s'y opposeront ou la rendront réellement consciente - d'aller vers l'autoresponsabilité de l'homme, et à la prise de conscience du jeu infiniment complexe des relations humaines dans la réalité vivante.

L'ouvrage de Peter Heintz- paru en 1956 sous le titre "Die Autoritätsproblematik bei Proudhon" - ne cède à aucune facilité. Mais comme le dit le préfacier de l'édition espagnole Gerardo Andujar " nous nous habituons dans la société contemporaine à une littérature de slogans, et il est nécessaire de briser cette tendance".

L. M.

Notes bibliographiques

Historia del movimiento obrero en America Latina - Victor Alba; 598 pp. Libreros Mexicanos Unidos ed. Mexico I964.

Los Subamericanos - Victor Alba; 324 pp. Costa-Amic ed. Mexico I964.

Parasitos, mitos y sordomudos - Victor Alba; 287 pp. supplément à la revue "Panoramas", Ed. du Centro de Estudios y Documentacion sociales. Mexico I964.

A lui seul, Victor Alba constitue une source abondante et permanente de renseignements pour la connaissance des problèmes et phénomènes sociaux d'Amérique latine. A tel point qu'il encourt le reproche de publier trop et de mettre sans retard en circulation les informations qu'il rassemble et les thèses que l'analyse des situations lui suggère. Critique en grande partie injuste, car Alba s'efforce de calmer la véritable faim de connaitre les réalités politico-sociales latino-américaines, que ne peuvent rassasier ni les rares et superficiels ouvrages de reporters pressés, ni les études trop strictement spécialisées.

La supériorité d'Alba sur la plupart des observateurs - que ceux-ci s'efforcent au sérieux ou se contentent d'à-peu-près - c'est sa participation personnelle aux luttes sociales et au mouvement ouvrier, sa longue expérience, sa formation marxiste première et son non-conformisme foncier. Il n'a rien oublié et a beaucoup appris. Si bien que ses textes présentent des vues originales et qu'il sait distinguer entre des textes officiels et les faits. En un mot,"il est du bâtiment".

Son récent ouvrage sur l'histoire du mouvement ouvrier comble un vide. Il fournit les éléments essentiels à la compréhension des forces, tendances et structures syndicales, sans tomber dans le dithyrambe ou l'éreintement, ni perdre le sens des proportions ("Il n'existe qu'à peine une classe ouvrière" commence-t-il par remarquer).

"Los Subamericanos" signale la contradiction qui existe entre un grand nombre de clichés pseudo révolutionnaires et les situations de fait, tout en soulignant les possibilités qu'offrent ces mêmes situations. On y retrouve quelques thèmes chers à l'auteur : le rôle et le danger du "leader" syndical; l'antiimpérialisme verbal et l'antiimpérialisme concret;la poussée de la technocratie militaire (un sujet qui mériterait de nouvelles études).

"Parasitos, mitos y sordomudos", fournissent une véritable encyclopédie des idées admises - et fausses - dont n'énivrent les intellectuels, et qui couvrent fréquemment des mécanismes de classe très précis, encore qu'inconscients ou inavoués.

L. M.

Bibliographie.

Gewerkschaften in Lateinamerika - Boris Goldenberg - Verlag für Literatur und Zeitgeschehen (Friedrich Ebert Stiftung). I97 p. Hanovre.

Présenter, pour un public européen, un tableau des réalités syndicales d'Amérique latine, sans tomber dans les généralités ni se perdre dans le détail, constitue une gageure. L'auteur l'a tenue et il faut l'en féliciter. Il serait évidemment facile de le chicaner, de lui reprocher par exemple une certaine limitation de ses sources bibliographiques, ou de regretter qu'il n'y ait aucun reflet de la vie ouvrière quotidienne, de la réalité syndicale d'atelier ou d'usine, pour illustrer et animer les schémas historiques ou organisationnels. Goldenberg prévient le lecteur : son travail est celui du pionnier, et il souhaite que d'autres le suivent, pour approfondir, témoigner, compléter.

La conception de l'ouvrage est judicieuse : deux chapitres définissent les types de sociétés latino-américaines et les mécanismes politiques; puis viennent les trois grandes périodes - débuts du mouvement syndical, évolution après la première guerre mondiale, situation présente - examinées pays par pays; ensuite les liaisons continentales et internationales; enfin un essai d'interprétation de la nature et du comportement des syndicats.

L'auteur, qui a longtemps milité dans les organisations socialistes, et qui a vécu de nombreuses années en pays de langue espagnole, ne se laisse en aucune façon duper par l'analogie des vocabulaires employés communément en Europe et en Amérique latine, pour désigner des phénomènes et des situations très différents. L'extrême politisation du mouvement syndical, ses structures souvent imposées par l'Etat, le type de leader manipulateur-manipulé, l'absence quasi-générale d'une réelle démocratie au sein des organisations, la non stratification des classes, sont franchement abordés et témoignent d'une volonté de comprendre qui dépasse heureusement les ronrons propagandistes des filiales de la FSM ou de la CISL.

L. M.

"Biografia de la ficha salario" - Marcelo Segall - in "Mapocho", revue de la Bibliothèque Nationale de Santiago de Chile - n° 2, I964.

Une excellente étude sur le système de salaire imposé au XIXème siècle par les grandes compagnies industrielles chiliennes et étrangères. Il s'agissait de payer les ouvriers non en monnaie courante, mais en pièces et billets émis par l'entreprise, et qui n'avaient cours que dans les magasins et cantines de cette même entreprise. Les grands mouvements sociaux, les premières grèves furent provoqués par cette méthode de double exploitation patronale.

La documentation rassemblée par Segall est d'une richesse rare. Son abondance conduit même l'auteur à dépasser son thème central et le fait déboucher sur des débuts d'analyse plus générales.

L. M.

A T T E N T I O N

Depuis JANVIER 1964 le Bulletin C. I. L. O. est édité en espagnol par nos camarades d'Argentine.

Pour tous renseignements s'adresser à :

JACOBO PRINCE - Humberto 1° - 1039
Buenos-Aires - Argentine

N'oubliez pas le Bulletin

C.C.P. 72.43.69 PARIS

YVERNEL Georges - 16 Rue du Commerce PARIS (15°)